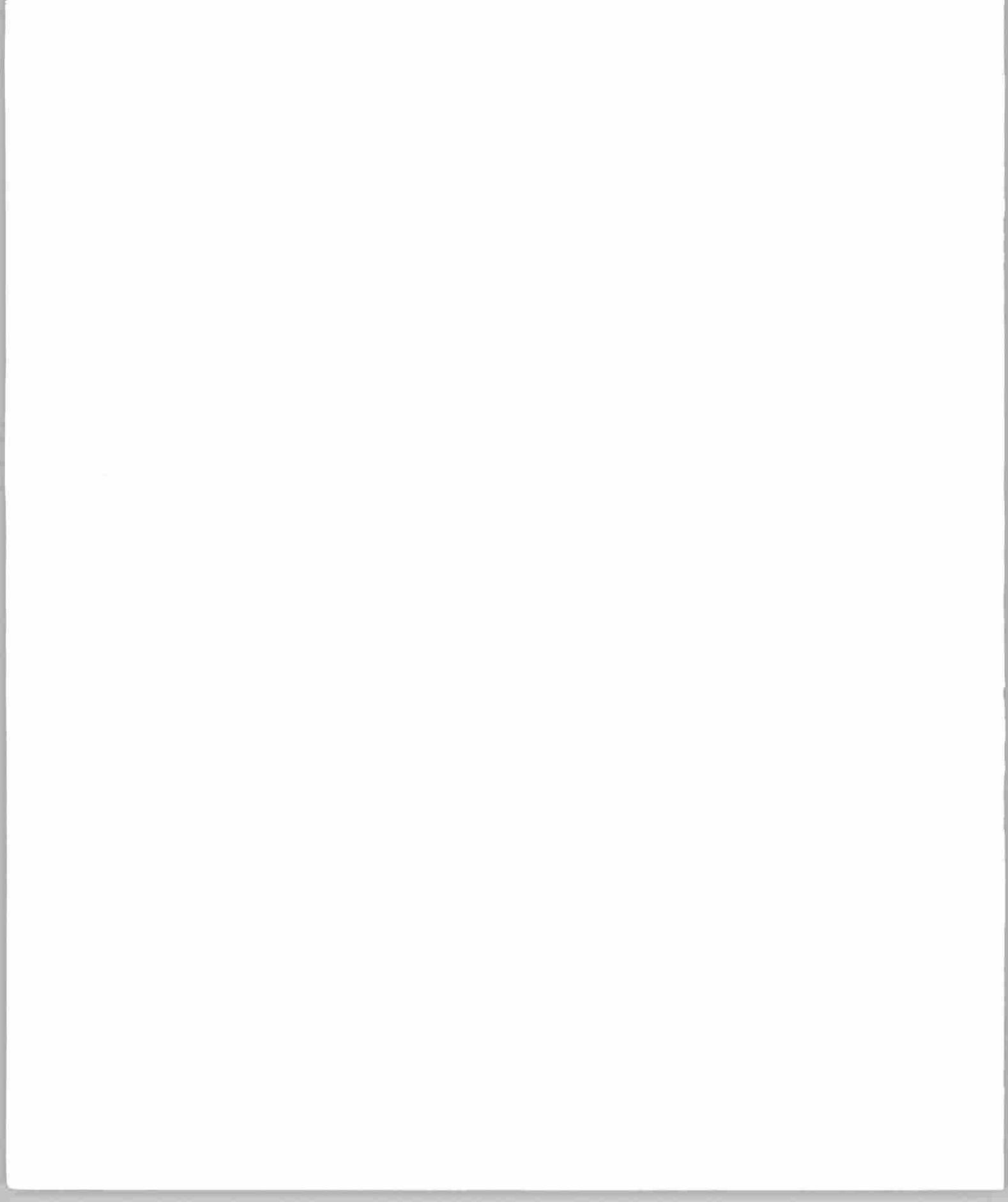




Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel



Rapport annuel 2000-2001





CILSS

Rapport annuel 2000-2001

Elaboré et édité avec l'appui de
l'USAID, à travers The Mitchell Group Inc., TMG
sous contrat numéro AOT-C-00-99-00264-00



Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

2002



Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

Secrétariat Exécutif

03 B.P. 7049
Ouagadougou 03
Burkina Faso
Téléphone : 226 37 41 25
226 37 41 26
Fax : 226 37 41 32
E-mail : cilss@fasonet.bf
Site web : www.cilssnet.org

Centre Régional AGRHYMET

B.P. 11011
Niamey
Niger
Téléphone : 227 73 31 16
227 73 24 36
Fax : 227 73 24 35
E-mail : admin@sahel.agrhymet.ne
Site web : www.agrhymet.ne

Institut du Sahel (INSAH)

B.P. 1530
Bamako
Mali
Téléphone : 223 22 21 48
223 22 30 43
Fax : 223 22 23 37
E-mail : idriss@agrosoc.insah.ml
Site web : www.insah.org

Correspondants nationaux

CONACILSS du Burkina Faso
Mme Tamini Pascaline
Téléphone : 226 31 04 55
226 31 41 29
Fax : 226 31 08 70

CONACILSS du Cap Vert
Mme. Adeleid Ribeiro
Téléphone : 238 61 69 02
Fax : 238 61 17 70

CONACILSS de la Gambie
Badera Loum
Téléphone : 220 22 61 34
220 22 98 17
Fax : 220 22 89 98

CONACILSS de la Guinée Bissau
Ansou Camara
Téléphone : 245 22 10 03
Fax : 245 22 10 19

CONACILSS du Mali
Sékou Abba Cissé
Téléphone : 223 222 27 85
Fax : 223 222 43 78
223 222 02 95

CONACILSS de la
Mauritanie
Ahmed Salem Ould Ahmed
Téléphone : 222 25 74 75
Fax : 222 25 10 51

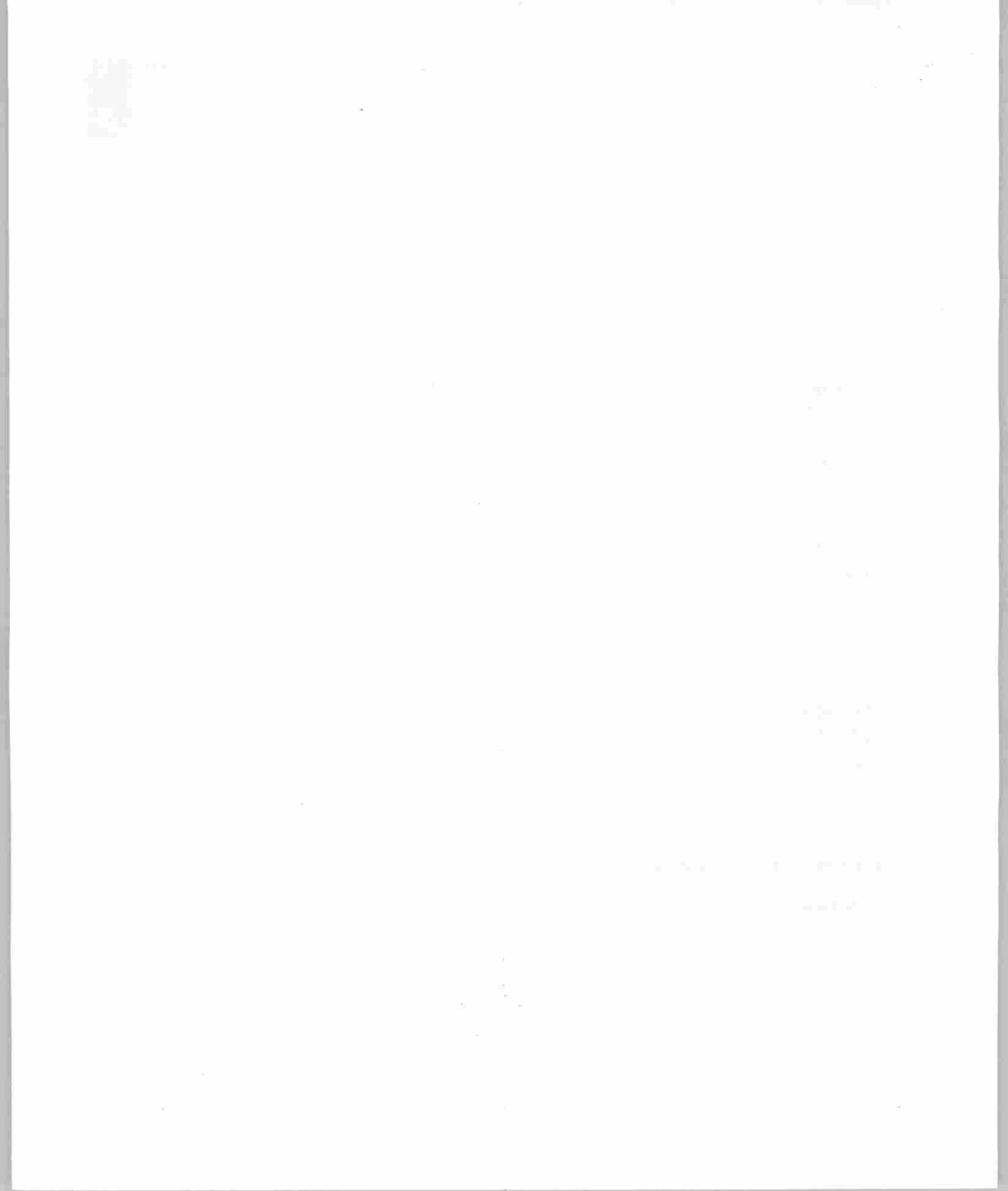
CONACILSS du Niger
Morou Alassane
Téléphone : 227 73 26 07
Fax : 227 73 24 35

CONACILSS du Sénégal
Abdoul Aziz Diedhiou
Téléphone : 221 21 24 61
Fax : 221 23 60 30

CONACILSS du Tchad
Mahamat Moctar Ali
Téléphone : 235 52 38 97
Fax : 235 52 51 19

Table des matières

Avant-propos	v
Introduction	1
• L'environnement sahélien et le CILSS	3
Activités des programmes	9
• Vue d'ensemble	11
• Politique de Sécurité Alimentaire	12
• Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles au Sahel	15
• Systèmes d'Information pour un développement durable du Sahel	18
• Formation et Renforcement des Capacités	19
• Recherches agro-socio-économiques	24
• Programme Majeur Population et Développement	27
Administration	29
• Pilotage et coordination des activités du CILSS	31
Rapport financier	37
• Les bailleurs de fonds du CILSS	38
• Rapport financier	39
- Exercice 2000	40
- Exercice 2001	42
Principaux cadres du CILSS 2000-2001	45
Sigles et abréviations	47



Avant-propos

Le présent document donne une vue d'ensemble des activités menées par le CILSS au cours des années 2000 et 2001. Il tente de refléter aussi fidèlement que possible la vie de l'Institution, sa philosophie, sa méthode de fonctionnement et le climat général qui imprègne et guide les activités du CILSS au jour le jour.



Pour redonner une visibilité à notre Institution, il nous est apparu nécessaire d'innover et de marquer ce début de siècle d'une initiative qui, nous le pensons, va nous rapprocher davantage des décideurs, des populations sahéliennes ainsi que de nos amis et partenaires.

En effet, pour la première fois dans l'histoire de notre Institution, nos partenaires au développement et amis peuvent lire et consulter, dans une même publication, une brève description illustrée des activités du Système CILSS, à savoir le Secrétariat Exécutif, les deux Institutions Spécialisées, les six Programmes Majeurs et les Unités Opérationnelles. Les acquis, les contraintes et les perspectives d'évolution de l'organisation sont décrits dans ce rapport. La portée, la complexité, la complémentarité, et la pertinence des activités du CILSS peuvent être maintenant mieux appréciées. En outre, les liens et les interactions entre les programmes du CILSS dans les trois sites sont également soulignés. Il s'agit d'aspects qui sont mal compris et donc souvent mal interprétés, par beaucoup de gens.

Nous sommes profondément reconnaissants à nos donateurs et partenaires au développement qui ont maintenu leur appui au CILSS.

En consultant le présent document, vous noterez que le CILSS a apporté d'importantes contributions au développement du Sahel et à la vie des populations sahéliennes. Cependant, beaucoup reste encore à faire afin d'assurer la pérennité, la sécurité alimentaire et la gestion rationnelle des ressources naturelles du Sahel tant souhaitées ; ce qui n'est nullement une tâche facile. Nous espérons et comptons renforcer les relations et la

collaboration avec nos partenaires au développement de sorte que nous puissions ensemble travailler comme une équipe cohérente pour le développement humain durable pour réduire la pauvreté et pour assurer une vie meilleure aux populations du Sahel.

C'est pourquoi nous avons fait de la *recherche de l'excellence* notre slogan dans notre mandat et dans nos opérations de sorte que le CILSS puisse occuper la place qui lui revient au sein de la communauté des OIG et participer donc effectivement à la mise en œuvre du NEPAD.

Les dispositifs de suivi-évaluation seront renforcés afin de démontrer effectivement l'impact des résultats obtenus à partir des différentes activités du CILSS. Les défis et les nouvelles orientations tracés par nos Instances, le nouvel esprit d'équipe que nous nous efforçons de créer, les cadres stratégiques que nous avons développés et que nous mettons en œuvre, ainsi que les projets que nous avons initiés récemment nous permettront assurément d'atteindre nos objectifs.

La substance de cette première édition donne un aperçu des activités du CILSS. Nous voudrions compter sur vous, à travers vos contributions, pour améliorer les éditions futures afin qu'elles répondent davantage à vos attentes. C'est donc avec un grand plaisir que je vous présente ce premier rapport annuel du CILSS et je vous invite à vous joindre à nous dans les efforts que nous déployons pour préserver l'environnement et la biodiversité génétique du Sahel et pour améliorer les conditions de vie des populations Sahéliennes.

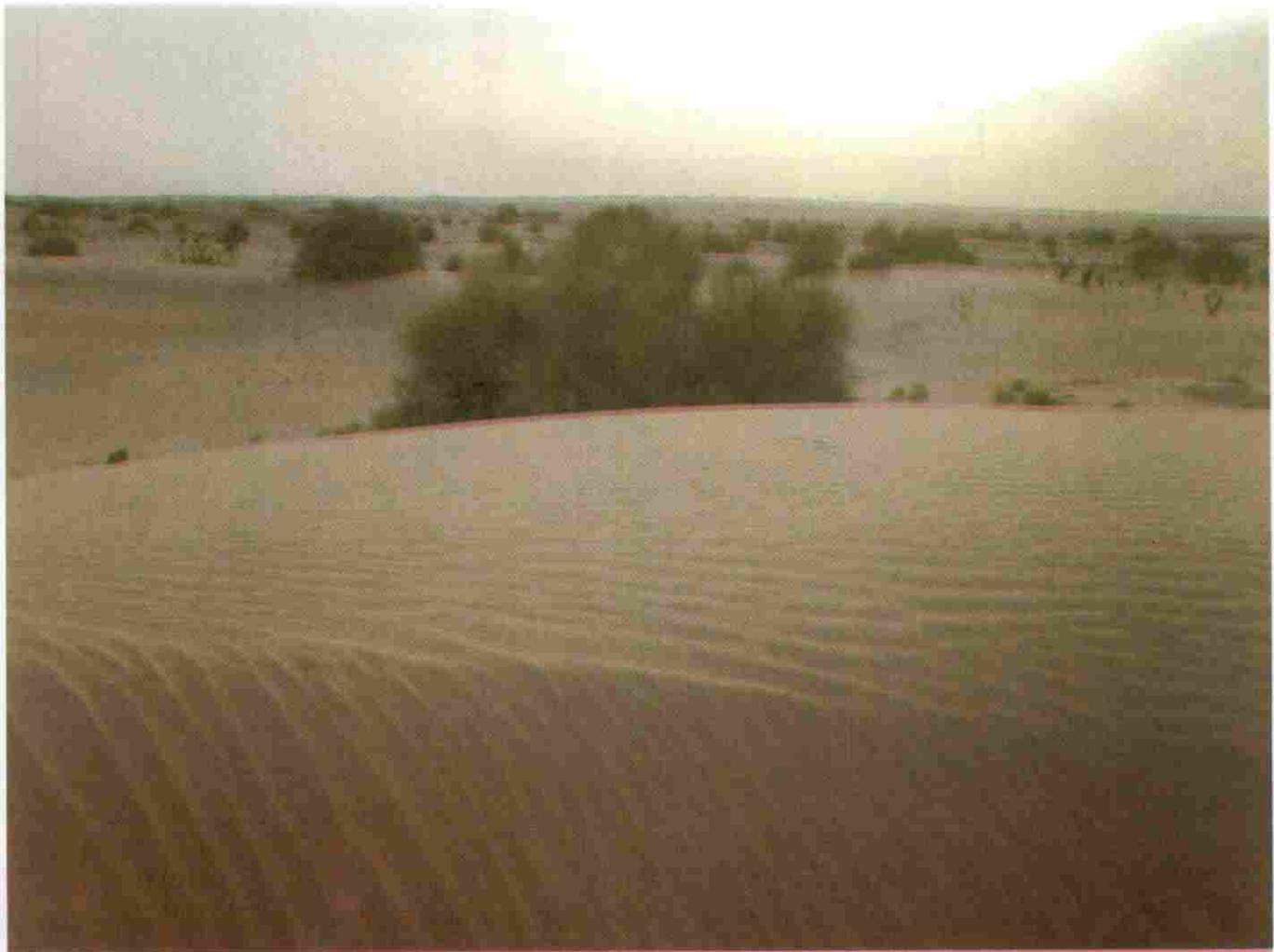


Musa S. Mbenga

Secrétaire Exécutif

Introduction

L'environnement sahélien et le CILSS



Etats membres du CILSS

- Burkina Faso
- Cap Vert
- Gambie
- Guinée Bissau
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- Sénégal
- Tchad

Introduction

L'environnement sahélien et le CILSS

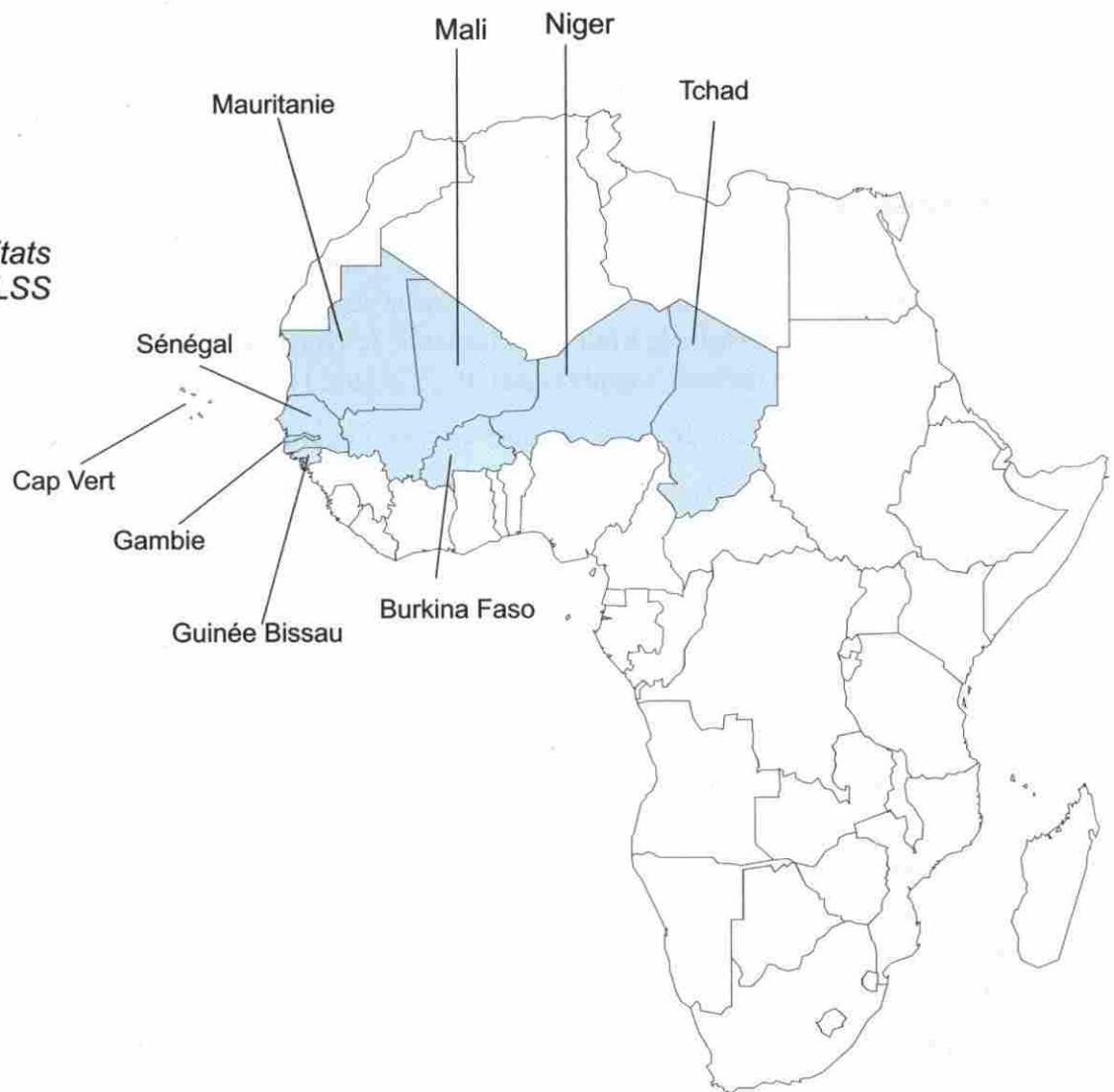
L'environnement sahélien

S'étendant sur une superficie de 5,4 millions km² de l'Afrique de l'Ouest sub-saharienne, la région du Sahel couvre neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Ces pays constituent les états membres du CILSS (figure 1).

La région est caractérisée par une diversité de zones agro-écologiques :

- une zone saharienne dans la partie septentrionale, zone aride, avec une pluviométrie inférieure à 200 mm par an. Cette zone aride couvre des parties du Tchad, du Niger, du Mali et la majeure partie de la Mauritanie ;
- une zone sahélienne qui bénéficie d'une pluviométrie annuelle se situant entre 200 et 600 mm et permettant une production agricole composée essentiellement de céréales uniquement pendant une courte saison des pluies irrégulière. Là, prédomine le climat austère de l'harmattan marqué par des vents d'harmattan soufflant pendant de nombreux mois de l'année ;
- une zone soudano-sahélienne, avec une pluviométrie annuelle oscillant entre 800 et 1000 mm. Dans cette zone où la pluviométrie est inférieure à 800 mm par an, les agriculteurs produisent des céréales à cycle de 90 jours, tels le sorgho et le petit mil. Cette zone s'étend sur la partie nord de la Gambie, et les parties sud du Mali, du Niger et du Sénégal ;
- une zone guinéenne septentrionale, avec une pluviométrie annuelle située entre 1400 et 1800 mm ; zone humide qui permet la production de la plupart des céréales, racines et tubercules ainsi que les cultures de rente. Cette zone renferme les meilleures terres cultivables et est également la plus peuplée. Cette agro-écologie couvre la majeure partie de la Guinée Bissau ;
- une zone côtière, avec une pluviométrie annuelle qui dépasse les 1800 mm ; on cultive essentiellement des racines dans cette zone. Elle concerne la partie côtière de la Guinée Bissau.

Figure 1. Etats membres du CILSS



La population sahélienne

Les 56 millions de personnes qui constituent la population des neuf pays membres du CILSS sont en grande majorité des ruraux dont sept sur dix vivent en milieu rural. Une majorité de ces ruraux vivent dans des milieux extrêmement arides et semi-arides et 95 % travaillent dans des terres agricoles extrêmement vulnérables à la désertification. Des études récentes montrent que 27 millions de sahéliens, soit environ 62 % de la population vivent en dessous des seuils nationaux de pauvreté, variant entre 46 % au Cap Vert et 86 % au Sénégal.

Le taux de croissance annuelle est de 2,7 % et la population tend à doubler tous les 25 ans. Selon les projections minimales, la population sahélienne s'élèvera à plus de 100 millions de personnes d'ici l'an 2025, dont 50 % d'urbains.

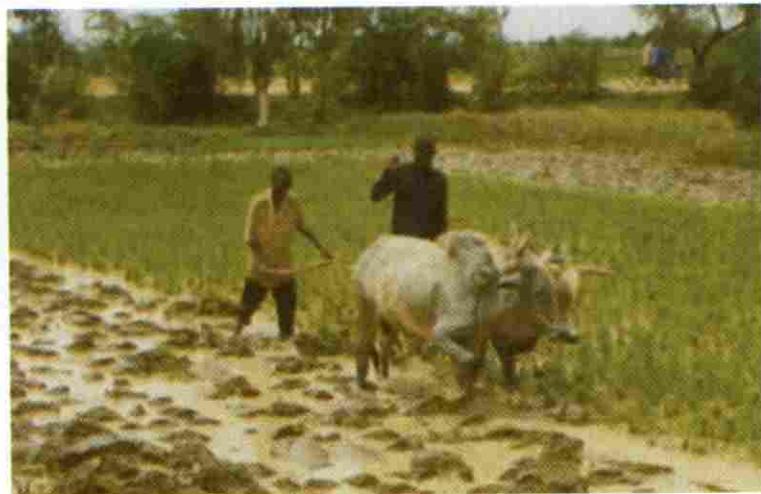
Le climat et les ressources naturelles

D'une manière générale, le climat sahélien est fragile et se caractérise par de fortes variations des précipitations, avec de très longues saisons sèches et de courtes saisons des pluies qui durent entre 1 et 4 mois. Les isohyètes se sont déplacés de 200 à 300 km vers le sud au cours des 30 dernières années. De grandes sécheresses se sont produites entre 1968 et 1973, causant de lourdes pertes en vies humaines et animales, une dégradation importante de l'environnement et provoquant la famine et la malnutrition. Même si, fort heureusement, depuis 1985, la région n'a pas connu de graves sécheresses d'ampleur comparable, la menace de sécheresses demeure une préoccupation permanente.

L'agriculture est une industrie importante dans les états membres du CILSS et contribue pour environ 31 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Au cours des dix dernières années, le produit brut a connu une croissance de l'ordre de 5 % passant ainsi à 16 milliards de dollars américains en 1999. On estime que 18 millions d'hectares seulement, soit environ 12 % des 156,3 millions d'hectares disponibles pour l'agriculture au Sahel sont cultivables. L'agriculture de subsistance et la production animale occupent une place prédominante dans les économies des pays membres du CILSS. La surexploitation et le déboisement, la désertification et la pauvreté et la fragilité des sols aggravées par leur dégradation accélérée, le surpâturage, à quoi s'ajoutent les faibles moyens de production en amont du secteur agricole, conduisent à de faibles niveaux de production agricole, bien en deçà des potentialités.

Les pays du CILSS disposent de ressources en eau importantes permettant de développer la production agricole, la pêche et l'élevage. Les superficies de terres irrigables varient entre 4 % et 33 % de l'ensemble des terres cultivables selon les pays du CILSS.

Des ressources en eau sont disponibles au Sahel pour la production agricole



Les effets combinés de la croissance démographique accélérée, de l'urbanisation rapide, des migrations, des variations climatiques et d'une pluviométrie irrégulière et aléatoire, ajoutés à la menace permanente de sécheresse, engendrent des crises écologiques et socio-économiques dans les pays membres du CILSS. Cette crise se manifeste à travers la dégradation écologique, la pression démographique et l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles et à travers l'insécurité alimentaire qui affecte négativement les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, celles en grossesse ou qui allaitent, les enfants et les jeunes ainsi que les personnes âgées. Ces problèmes constituent la cause principale de la pauvreté et freinent le développement humain et socio-économique durable des pays du Sahel. C'est pourquoi les programmes du CILSS sont conçus pour s'attaquer prioritairement à ces problèmes.

Création du CILSS

Le Comité Permanent Inter-états de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a été créé le 12 septembre 1973 à Ouagadougou (Burkina Faso) suite aux sécheresses catastrophiques des années 1968 et 1973, avec pour mandat de *s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse pour un nouvel équilibre écologique au Sahel*.

Depuis lors, le CILSS a exécuté plusieurs programmes visant à promouvoir le développement durable au Sahel dans le cadre de l'intégration régionale. Les premiers efforts ont porté sur les aides d'urgence, mais le CILSS s'est rendu compte très tôt de la nécessité de s'orienter davantage vers la prise en charge des questions structurelles de développement afin d'atteindre ses objectifs de manière durable et répondre aux attentes des ses états membres.

En 1994, le 11^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement mandata le CILSS, dans le cadre du Plan de Restructuration et de Relance Durable (PRRD), de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et la désertification en vue de préserver l'équilibre écologique de la région.

Ainsi, une nouvelle structure du CILSS fut mise en place. Elle comprend un Noyau Central au niveau du Secrétariat Exécutif et six programmes majeurs techniques appuyés par divers bailleurs de fonds internationaux et partenaires au développement. Les programmes majeurs techniques découlent d'un schéma directeur stratégique décennal élaboré pour répondre à la vision et aux objectifs du mandat révisé du CILSS. En effet, l'Article 6 de la Convention révisée du CILSS définit les objectifs de celui-ci et stipule ce qui suit :

- a. Etudier les obstacles à la réalisation de la sécurité alimentaire et à une meilleure gestion des ressources naturelles au Sahel afin de mieux définir des stratégies adéquates et des politiques efficaces pour un développement durable de la région.
- b. Coordonner au niveau sous-régional et régional l'ensemble des réflexions et actions menées pour maîtriser les contraintes alimentaires, écologiques et démographiques qui entravent la croissance économique durable.
- c. Procéder à la collecte, au traitement et à la diffusion des informations quantitatives et qualitatives, afin d'informer et de sensibiliser les Etats Membres et la Communauté Internationale sur les problèmes écologiques et humains liés au développement de la région.
- d. Contribuer à la coordination des politiques de développement, de recherche, de formation, menées contre les effets de la sécheresse et de la désertification.
- e. Promouvoir la réalisation d'actions d'intérêt sous-régional, inter-étatique et régional contribuant d'une part à renforcer la coopération entre les Etats

Membres dans leurs efforts communs de lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, et d'autre part, à assurer le suivi de ces actions qui devraient contribuer à l'intégration régionale.

- f. Contribuer à la coordination des aides d'urgence obtenues dans le cadre régional ou sous-régional afin de promouvoir leur utilisation comme facteur de développement.

Activités des programmes



Les Programmes Majeurs Politiques et Techniques du CILSS

- Politique de Sécurité Alimentaire
- Gestion des Ressources Naturelles
- Information
- Formation et Renforcement des Capacités
- Recherches Agro-Socio-Economiques
- Population et Développement

Activités des programmes

Vue d'ensemble

Les activités des programmes ont été mises en œuvre dans le cadre du deuxième d'une série de plans triennaux qui ont été élaborés en vue de « *créer les conditions d'un développement durable au Sahel dans une perspective d'intégration régionale à travers la sécurité alimentaire et la gestion rationnelle des ressources naturelles* ». L'objectif principal de ces activités est de lever les contraintes à la sécurité alimentaire et lutter efficacement contre la pauvreté au Sahel.

Les activités opérationnelles (**figure 2**) sont organisées autour de six programmes majeurs répartis en deux groupes, à savoir, les programmes politiques et les programmes techniques.

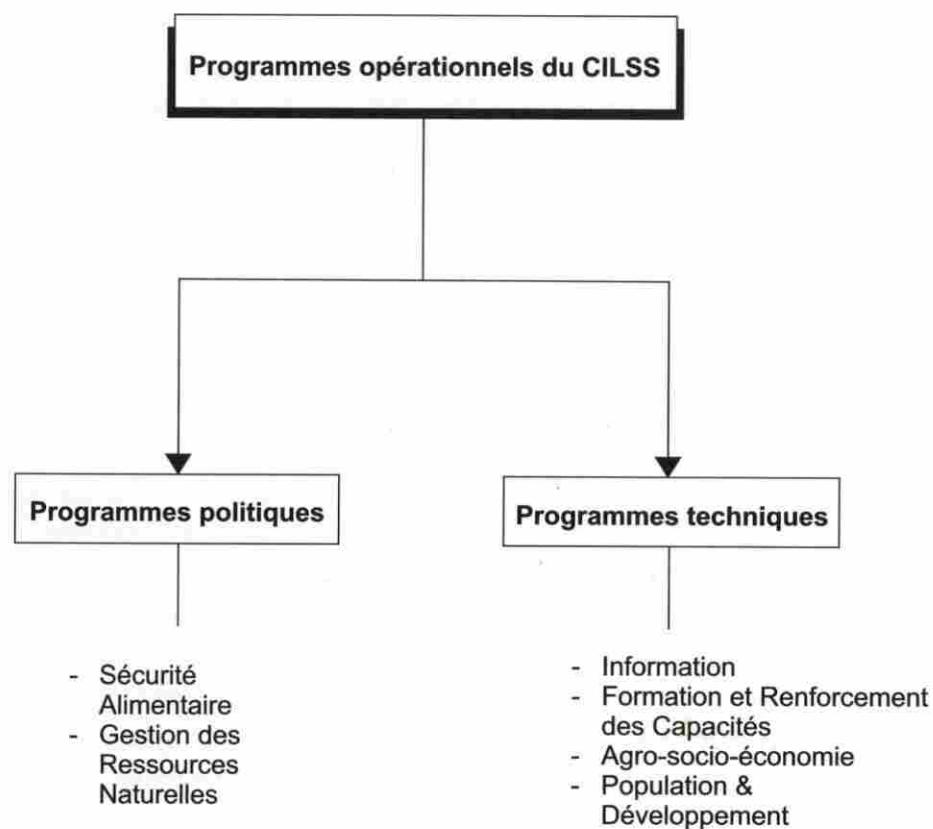


Figure 2.
Organisation des programmes opérationnels du CILSS

Les Programmes Majeurs Politiques de Sécurité Alimentaire et de Gestion des Ressources Naturelles sont coordonnés à partir du Secrétariat Exécutif basé à Ouagadougou. Deux des Programmes Majeurs Techniques, à savoir les Programmes Majeurs Techniques Information et Formation sont coordonnés au niveau du Centre AGRHYMET à Niamey (Niger) tandis que les activités sur les Recherches agro-socio-économiques et Population & Développement sont pilotées à partir de l’Institut du Sahel (INSAH) basé à Bamako, au Mali.

Les années 2000 et 2001 qui étaient les 2^{ème} et 3^{ème} années de mise en œuvre du plan triennal, ont mis l’accent sur les consultations intensives au niveau national et régional en vue de l’élaboration du cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté dans les pays du CILSS. Ce cadre stratégique a été par la suite adopté par le 13^{ème} Sommet des Chefs d’Etat et de Gouvernement tenu au Mali en novembre 2000. Suite à cette adoption, l’opérationnalisation de la stratégie et programmes de sécurité alimentaire a coïncidé avec la prise de fonction du nouveau Secrétaire Exécutif en 2001. Bien qu’on ait pu obtenir seulement une petite partie des financements et ressources promis et décaissés pour les activités des programmes, la majeure partie des activités programmées pour cette période ont pu être menées à terme afin d’atteindre les résultats attendus.

Politique de Sécurité Alimentaire

Au rythme actuel de croissance, la population du Sahel qui est de 48 millions à présent sera le double en 2020 pour atteindre les 80 millions, avec une population urbaine qui va passer de 14 à environ 35 millions. Par contre, la population rurale connaîtra une croissance plus lente, passant de 34 à 50 millions d’habitants.

Cet accroissement rapide de la population en deux décennies exerce une pression considérable sur les terres productives disponibles et les ressources alimentaires d’une région caractérisée par des ressources naturelles dont la base est très fragile. Par ailleurs, la demande en céréales pour satisfaire aux besoins des ménages va augmenter de façon spectaculaire. On s’attend, par exemple, à ce que le marché urbain des céréales passe de 2,6 millions à 6 millions de tonnes. Les études montrent que près de 40 % des populations sahéliennes connaissent déjà une insécurité alimentaire conjoncturelle et que 23 % de ces populations, notamment les populations rurales, continuent de souffrir de pénuries alimentaires chroniques.

Le Programme Majeur Sécurité Alimentaire a été conçu donc pour s'attaquer à ce problème crucial de sécurité alimentaire durable au Sahel.

Le Programme de Sécurité Alimentaire a entamé en 2001 la révision de la grille des indicateurs définis par l'atelier d'Accra et le lancement officiel du système de suivi et d'analyse des politiques agricoles nationales. Des programmes nationaux et régional d'opérationnalisation du cadre de sécurité alimentaire ont été élaborés. Le CILSS a également grandement contribué au projet d'adoption d'une position commune sur les stratégies de sécurité alimentaire du Sahel et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La problématique de l'accès aux denrées alimentaires pour les groupes vulnérables, notamment les femmes, celles en grossesse et celles qui allaitent, les enfants et les personnes âgées, a été abordée à travers l'appui à des réflexions au niveau d'experts régionaux et des partenaires, tels FEWS-NET, le PAM, la FAO et un certain nombre d'ONG. Le principal résultat de ces réflexions a été la définition d'un cadre harmonisé pour faire l'inventaire des méthodologies et approches sur l'analyse de la vulnérabilité par les systèmes régionaux d'information et les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP). Des études ont été engagées sur les contraintes à la Sécurité Alimentaire dans des systèmes de production fragiles du point de vue environnemental, surtout dans les zones pastorales du Niger et de la Mauritanie.

Le Programme Majeur Politique Sécurité Alimentaire a réussi à organiser trois rencontres régionales sur l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel, sur le système d'information régional pour le suivi de la sécurité alimentaire et sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récolte au Sahel. La validation des données relatives à l'estimation des récoltes et aux bilans céréaliers ex-post 2000-2001 a été également facilitée.

Enfin, le programme a organisé un atelier technique chargé de valider l'étude sous-régionale sur la qualité des produits agro-alimentaires transformés et de concevoir un projet de plan d'action pour la mise en œuvre, au niveau national, des recommandations dudit atelier.

Grâce à l'appui financier de l'USAID, le Programme Majeur Politique Sécurité Alimentaire a organisé un voyage d'étude du 4 au 25 juin au Mali et aux Etats Unis d'Amérique au profit de chefs de PME agricoles des pays membres du CILSS. Le principal objectif de ce voyage d'étude était de faire connaître aux participants les opportunités d'affaires existant pour les produits agricoles et la promotion des

exportations de produits agricoles à travers la valorisation des produits, leur transformation et le contrôle de leur qualité. Des méthodes modernes de transformation et de stockage des produits agricoles offrent une valeur ajoutée commerciale aux produits agricoles destinés aux marchés régionaux et d'exportation. Ce voyage d'étude qui a duré trois semaines a concerné 20 participants en provenance de tous les neuf pays membres du CILSS qui ont pu visiter les industries locales de transformation des produits agro-alimentaires au Mali ainsi que des sociétés de transformation aux USA. Les participants ont pu acquérir de précieuses expériences dans diverses méthodes de transformation alimentaire et de commercialisation et nouer des partenariats de collaboration et des relations d'affaires entre les exportateurs nationaux des pays membres du CILSS avec les sociétés étrangères intéressées par l'importation de produits agro-alimentaires en provenance du Sahel.



Les participants au voyage d'étude provenaient des neuf pays membres du CILSS

Les participants au voyage d'étude ont visité de grandes sociétés de transformation de produits agro-alimentaires aux Etats Unis d'Amérique, dont la World Class Kitchen, dans le New Jersey



Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles au Sahel

Le Sahel a connu au cours de ces deux dernières décennies une dégradation continue et accélérée de l'environnement, conséquence de la sécheresse persistante entre 1970 et 1984, et de la mauvaise gestion des principales ressources naturelles, y compris les terres, l'eau et la végétation. Ainsi, la base des ressources naturelles ne cesse de se rétrécir et est par conséquent incapable d'assurer la survie même des populations sahéliennes. La combinaison de la dégradation écologique, de la mauvaise gestion des ressources naturelles disponibles, de la crise économique et de la croissance démographique galopante a eu des conséquences négatives profondes sur les populations rurales du Sahel. Il est par conséquent impérieux pour les états membres du CILSS de s'attaquer à ce problème de gestion rationnelle des ressources naturelles en tant que facteur essentiel d'un développement durable.

Les activités du Programme Majeur Politique Gestion des Ressources Naturelles et Lutte contre la Désertification s'inscrivent dans la dynamique du Plan de Restructuration et de Relance Durable (PRRD) adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du CILSS en 1993. L'axe principal du Programme Majeur de Gestion des Ressources Naturelles est de faciliter la formulation et la mise en œuvre de stratégies et politiques nationales et régionales cohérentes pour une gestion durable des ressources naturelles au Sahel. Cela passe par des appuis à :

- la formulation et la mise en œuvre des programmes d'action NRM/LCD aux niveaux national et sous-régional ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des cadres législatifs, institutionnels et organisationnels pour une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles ;
- la formulation et la mise en œuvre de stratégies appropriées en matière d'énergies domestiques et alternatives ; et
- le développement et la mise à disposition d'outils et de mécanismes de suivi-évaluation des programmes d'action pour la gestion des ressources naturelles.

Le programme de gestion des ressources naturelles a mis en place, au cours de la période considérée, sur financement de l'USAID, un observatoire national pilote sur le foncier au Tchad et a lancé un deuxième au Sénégal. Conformément aux recommandations de la *Déclaration de Bobo 2000* d'octobre 2000, le programme a

apporté un appui aux états membres du CILSS pour la mise en œuvre des politiques de décentralisation en matière de gestion des ressources naturelles. Un site web www.cilssnet.org/governance_local sur les meilleures pratiques de gouvernance locale en matière de gestion des ressources naturelles au Sahel a été créé (voir **figure 3**) afin de favoriser la dissémination des informations et le partage d'idées sur les méthodes, techniques et documents juridiques et des résultats d'études de cas en matière de gestion des ressources naturelles au Sahel.

Mobilisation des ressources locales au Sahel

Décentralisation, bonne Gouvernance et Développement Local au Sahel

[A propos du site](#)
[Découvrir le CILSS](#)
[UDL/PADLOS](#)
[Etudes de cas](#)
[Réformes](#)
[Publications](#)
[Actualités](#)
[Forum](#)
[Recherche](#)
[Sites Utiles](#)

Responsable du site : [Mahamane Dédéou Touré](#)
Assistant technique : [Maman Omar Farouk](#)
Equipe webmaster : [Sanou Emmanuel, Yacouba Konaté](#)

Figure 3. Le site web du CILSS sur les meilleures pratiques de gouvernance locale de la gestion des ressources naturelles

Le Suivi-évaluation de la gestion des ressources naturelles a contribué à la mise en œuvre de la décision 11/COP.4 sur les repères et indicateurs de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CCD).

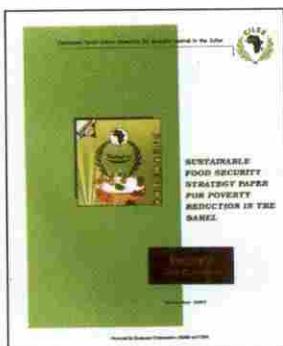
Le prototype de la version du SISEI-AO, système d'information sur l'Environnement par Internet en Afrique de l'Ouest, a été amélioré afin de faciliter la diffusion d'informations sur l'environnement sahélien.

Les activités sur les énergies domestiques au cours de l'année 2001 ont porté sur le lancement du PREDAS, le Programme Régional de Promotion des Energies Domestiques et Alternatives au Sahel. Outre l'organisation de l'atelier régional de planification stratégique, des ateliers nationaux de lancement ont été également organisés au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Un projet de guide méthodologique pour l'élaboration de stratégies d'énergie domestique (SED) a été également mis au point.

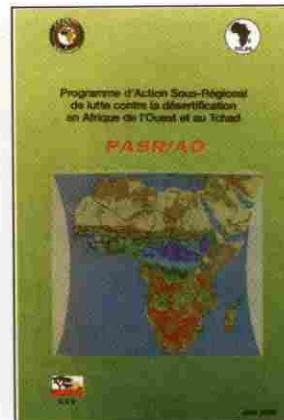
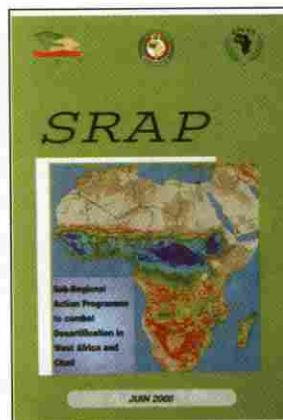
Le Programme Majeur Gestion des Ressources Naturelles a assuré les fonctions de secrétariat technique du PASR/AO et a mis en place une cellule technique régionale du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Le Programme a appuyé l'intégration des programmes d'action nationaux dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso, au Cap Vert et en Gambie et six groupes thématiques nationaux pour élaborer les termes de référence d'études sur l'identification des actions prioritaires pour la mise en œuvre du PASR.

La mise en œuvre de la première phase du Programme Régional Solaire (PRS I) dans les neuf états membres du CILSS a permis d'installer 626 systèmes de pompage d'eau potable, 600 systèmes d'éclairage et de réfrigération communautaires pour environ 1 million de personnes dans les zones rurales du Sahel, grâce à une subvention de 34 milliards de FCFA mis à disposition par le 6^e FED de l'Union Européenne. En 2001, est intervenu le lancement de la deuxième phase du Programme Régional Solaire, grâce à un appui supplémentaire accordé dans le cadre du 8^e FED, afin de renforcer les acquis du PRS I. L'objectif du PRS II est de contribuer davantage à la lutte contre la désertification à travers la promotion de l'utilisation de l'énergie solaire pour l'approvisionnement en eau à des fins de production agricole et en eau potable pour utilisation par les ménages afin d'améliorer les conditions de vie et de santé des populations rurales sahéliennes. L'objectif du PRS II est d'installer, sur six ans, 465 centres ruraux dotés de systèmes d'adduction d'eau potable et de pérenniser ces infrastructures.

Systèmes d'Information pour un développement durable du Sahel



L'objectif du Programme Majeur Information (PMI) est de mettre au point des systèmes d'information pour faciliter une prise de décision rationnelle sur la sécurité alimentaire, la gestion de l'environnement et des gestions naturelles. Les systèmes nationaux et régionaux d'information sur la sécurité alimentaire seront renforcés et l'information fournie sur l'évolution des ressources naturelles et la gestion de l'environnement au Sahel et dans les régions côtières d'Afrique de l'Ouest. L'information sera valorisée et diffusée sur la situation biophysique, environnementale, socio-économique et alimentaire au Sahel.



Pendant les années couvertes par le présent rapport, les activités du Programme Majeur Information ont porté sur la collecte, le traitement et le stockage de données de terrain biophysiques (climatologiques, agro-météorologiques, pastorales, phytosanitaires, hydrologiques) et la socio-économiques en provenance des différents pays du CILSS.

Des données ont été régulièrement reçues des satellites NOAA et METEOSAT. Les informations sont largement diffusées à travers un programme de publication très actif, y compris la publication et la large diffusion de bulletins mensuels, la synthèse annuelle 2000, et des publications spéciales décideur. Un des résultats majeurs du programme majeur Information est la production de bilans céréaliers au niveau national et régional, bilans validés en octobre 2001.

Une série d'ateliers ont été organisés sur la méthodologie et l'utilisation de l'important système intégré pour l'alerte précoce intégré (outils du SIAP) et le transfert de la station de travail WINDISP de la FAO au profit des pays. Par ailleurs, le Programme a poursuivi le développement du modèle de diagnostic hydrique des cultures et de prévision du mil (DHC-CP), contribué au développement du modèle de prévision PROMISE pour une estimation plus précise des rendements des céréales et légumineuses.

Formation et Renforcement des Capacités

Une stratégie bien établie et consolidée des besoins en formation et de développement des capacités de courte et longue durée continue de contribuer de façon significative à la réalisation des objectifs du CILSS. Les activités de formation sont assurées par le Programme Majeur Formation basé au Centre Régional AGRHYMET (CRA), une institution spécialisée du CILSS basée à Niamey, au Niger. Des programmes de formation professionnelle aux niveaux national et régional adaptés à la situation spécifique du Sahel ont permis de renforcer les capacités nationales en matière de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles, en mettant à disposition les compétences humaines nécessaires pour s'attaquer aux différents problèmes alimentaires et agricoles et socio-économiques du Sahel. Outre les pays membres du CILSS, de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont bénéficié des formations dispensées au CRA (**figure 4**). Les participants en provenance de pays non membres du CILSS paient leurs frais de formation intégralement. Cela montre la grande valeur des programmes de formation d'AGRHYMET hors de la région.

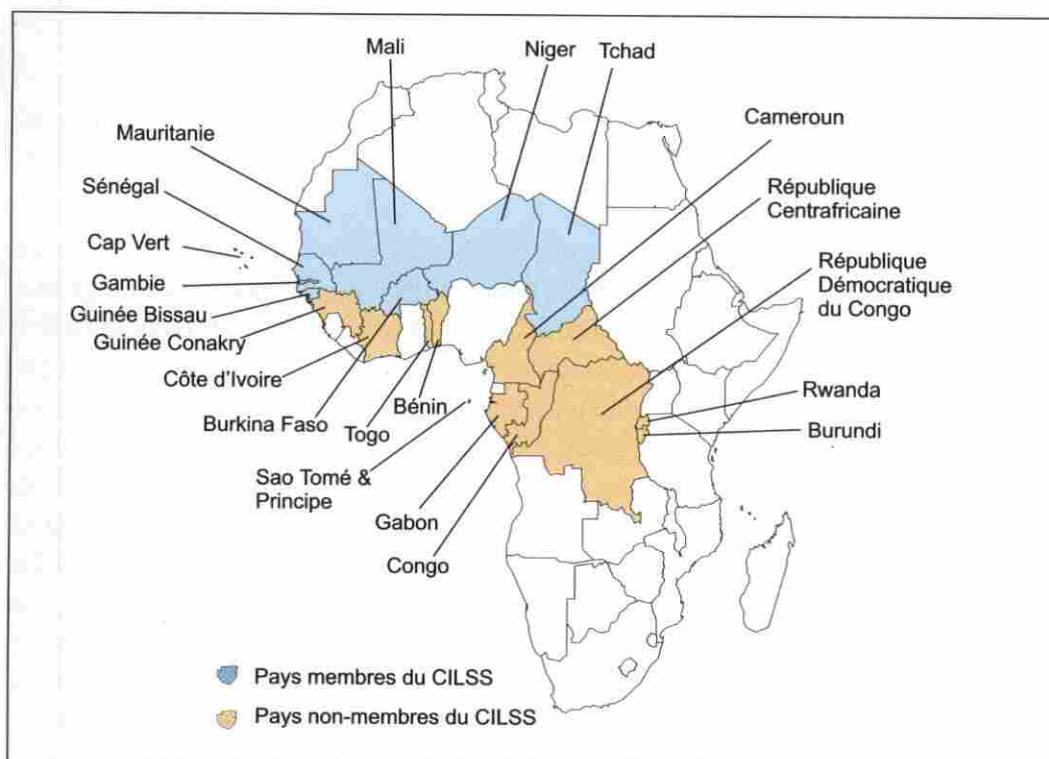


Figure 4. Les pays membres et non-membres du CILSS bénéficiant des formations dispensées au CRA

Les activités de formation bénéficient de l'appui technique des recherches menées dans l'environnement sahélien par des professeurs résidents sur des thèmes liés aux besoins du Sahel. Les résultats de ces recherches sont utilisés pour enrichir les programmes de formation. Parmi ces activités on peut citer la mise au point de méthodes de lutte contre les agents pathogènes du niébé, le charbon (*Macrophomina phasianina*), la lutte biologique contre les nématodes des racines, *Meloidogyne incognita*, la gestion intégrée des insectes nuisibles du sorgho et l'utilisation d'extraits de plantes pour lutter contre les ennemis des végétaux. Sur la base des résultats de ces activités de recherche, un manuel sur les méthodes alternatives de lutte contre les ennemis des cultures au Niger a été élaboré et diffusé auprès des techniciens et vulgarisateurs travaillant dans le domaine de la protection des végétaux au Sahel.

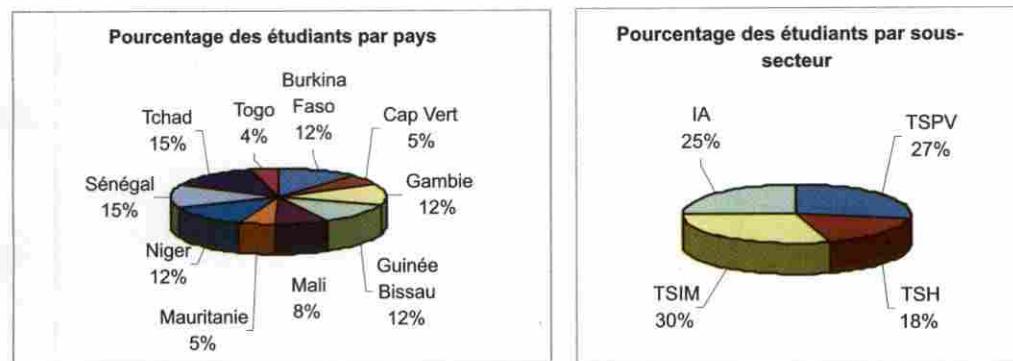
Une évaluation faite récemment en septembre/octobre 2001 sur l'application des connaissances et compétences acquises des formations continues du CILSS a révélé que la compétence des stagiaires s'est améliorée considérablement à leur retour dans leurs institutions. Cela a été confirmé par leurs supérieurs hiérarchiques. En outre, le rôle du CRA comme Centre Régional de Formation en Météorologie en Afrique a été reconfirmé par une mission d'évaluation de l'Organisation Météorologique Mondiale.

Les activités de formation du CILSS sont appuyées entre autres, par les gouvernements du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique (USAID), d'Italie, des Pays-Bas, de Belgique et de France.

Formation de longue durée : des formations ont été dispensées à des ingénieurs et techniciens supérieurs, en agro-météorologie, hydrologie, protection des végétaux, et maintenance des ordinateurs et instruments. Au cours de la période couverte par le présent rapport (2000-2001), 73 participants au total, dont 34 femmes, ont pris part aux formations de longue durée au Centre régional AGRHYMET (voir **tableaux 1 et 2**). Au cours de la période 2000-2001, une attention particulière a été accordée à l'aspect genre, à travers la formation professionnelle dispensée aux femmes, eu égard au rôle important que jouent les femmes dans le développement rural en général et dans la production agricole en particulier. C'est ainsi que le pourcentage des femmes participant aux formations de longue durée est passé de 12 % à presque 46 %. Pendant la même période, certains programmes de formation (ex. en vulgarisation agricole) ont été révisés pour prendre en compte la question genre. Par ailleurs, de nouveaux modules de formation ont été identifiés et sont en train d'être élaborés sur le thème : Genre et Protection des Végétaux.

Tableau 1. Nombre d'étudiants en formation de longue durée en 2001.

Filière	Pays										TOTAL
	Burkina Faso	Cap Vert	Gambie	Guinée Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad	Togo	
TSPV	2	1	2	2	3	1	1	5	3	0	20
TSH	2	0	3	2	0	0	2	2	2	0	13
TSI	3	2	2	2	2	2	2	2	2	3	22
IA	2	1	2	3	1	1	4	1	3	0	18
TOTAL	9	4	9	9	6	4	9	10	10	3	73



Légende

- TSPV: Technicien Supérieur de Protection des Végétaux
 TSH: Technicien Supérieur Hydrologie
 TSI: Technicien Supérieur Instrument
 IA: Ingénieur Agrométéorologie

Tableau 2. Nombre de diplômés en 2001.

Filière	Pays										TOTAL
	Burkina Faso	Cap Vert	Gambie	Guinée Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad	Togo	
TSPV	2	1	2	2	3	1	1	5	3	0	20
TSH	2	0	3	2	0	0	2	2	2	0	13
TOTAL	4	1	5	4	3	1	3	7	5	0	33

Formation technique de groupe : des sessions de formation de groupe de courte durée regroupent des participants de différents pays du CILSS pour acquérir des connaissances dans des domaines donnés et nouer des contacts professionnels et des relations personnelles qui encouragent le travail en réseau et les actions de collaboration au Sahel.

En 2000-2001, 313 participants au total ont été formés pour les neuf états membres du CILSS. Les thèmes comprenaient entre autres : l’Agriculture Durable, la Gestion des Ressources Naturelles, la Sécurité Alimentaire, la Gestion des Banques de Données, les Conseils Agro-météorologiques, les Systèmes d’Information Géographique (SIG), et la Cartographie (**Tableau 3, figure 5**).

Tableau 3. Nombre de participants aux formations de courte durée organisées au CRA en 2000-2001.

Pays	2000	2001	TOTAL
Burkina Faso	34	19	53
Cap Vert	9	8	17
Gambie	18	16	34
Guinée Bissau	14	13	27
Mali	17	22	39
Mauritanie	13	15	28
Niger	30	27	57
Sénégal	15	11	26
Tchad	17	15	32
TOTAL	167	146	313

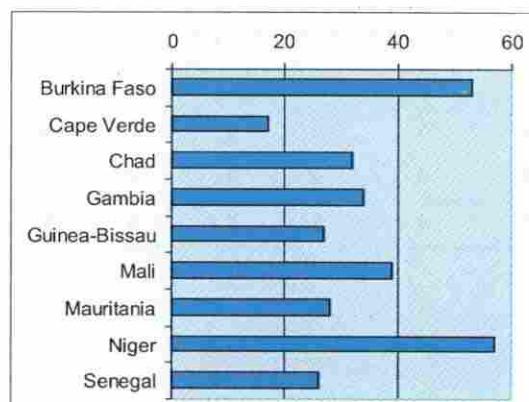
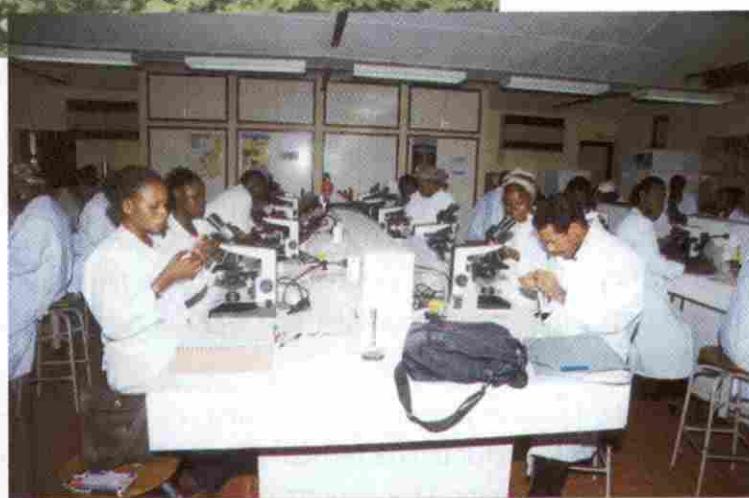
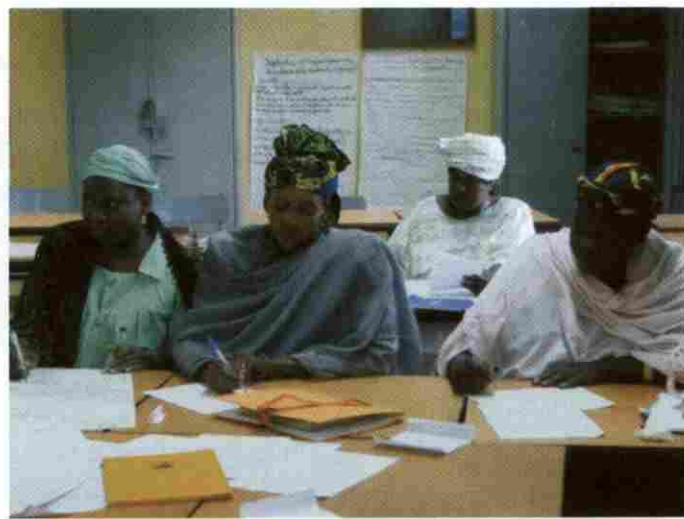


Figure 5. Répartition des participants, par pays, aux formations de courte durée organisées par le CILSS en 2000-2001



Les formations de groupe regroupent des participants en provenance des différents pays du CILSS pour leur faire acquérir des connaissances dans des domaines bien précis

Recherches agro-socio-économiques

La création de ce programme se justifie par l'insuffisance de connaissances sur l'état, les disponibilités et l'évolution de l'utilisation et la gestion rationnelles des ressources naturelles du Sahel ainsi les grandes faiblesses constatées dans la collaboration et les complémentarités dans les programmes des activités entreprises par les diverses institutions et organisations. L'objectif stratégique du Programme Majeur Recherches Agro-socio-économiques (AGROSOC) est de promouvoir des options permettant de lever les contraintes agro-socio-économiques au développement durable du Sahel.

En 2001, le Programme majeur AGROSOC a initié et mené à terme plusieurs études axées sur la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire. Il s'agit des études portant sur :

- o l'Etude sur l'évolution à long terme de l'utilisation et de l'occupation des sols dans les pays du CILSS ;
- o la maîtrise de l'eau au Burkina Faso, en Gambie, en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad ;
- o le développement de la filière semences au Sahel ;
- o l'étude socio-économique de l'utilisation des pesticides au Sahel ;
- o l'insécurité alimentaire et la pauvreté au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Tchad et au Sénégal ;
- o l'impact des conventions et accords régionaux et internationaux sur le développement au Sahel.

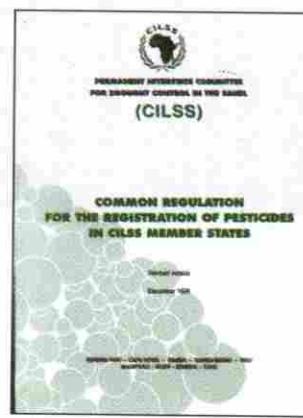
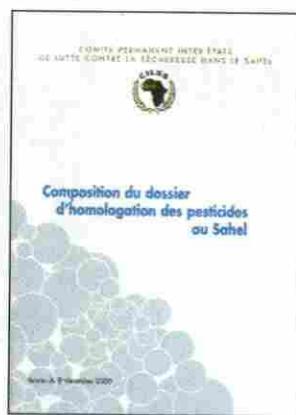
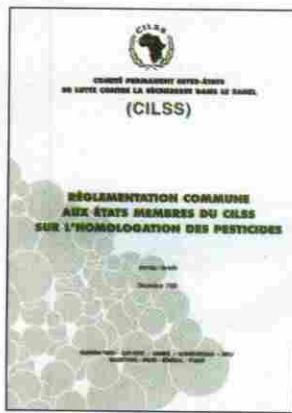
Le Programme Majeur AGROSOC a noué des relations de collaboration avec de nouveaux partenaires et la société civile dans l'identification des problématiques de recherche et dans la restitution et l'utilisation des résultats de la recherche pour le développement durable du Sahel. Une importante étude a démarré portant sur l'évaluation de l'impact de la recherche et de la vulgarisation sur la production et l'utilisation du riz dans les états membres du CILSS. Quatre membres du noyau de formateurs sur l'impact de l'évaluation de l'impact ont supervisé les études d'impact dans les neuf pays membres du CILSS et dans quatre pays uest africains non-membres du CILSS.

Pour faciliter la communication des résultats de la recherche agricole, AGROSOC a organisé un atelier national de formation en rédaction scientifique en Mauritanie au profit de 18 chercheurs. Des experts nationaux du Sénégal et du Niger ont assuré

cette formation en tant que personnes ressources. AGROSOC a également apporté un appui technique et financier pour l'élaboration du Plan National à Moyen Terme de la Recherche Agronomique (PNMTRA) du Tchad.

La coopération scientifique entre les systèmes nationaux de recherche a été encouragée à travers le renforcement de la collaboration entre les systèmes nationaux de recherche dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, les systèmes de production et la productivité des petits ruminants. AGROSOC a assuré la coordination du Réseau R3S, notamment les mécanismes physiologiques d'adaptation des plantes à la sécheresse et l'intégration des systèmes de production agricole et de l'élevage au Sahel. AGROSOC a organisé en août 2001 la réunion annuelle de concertation des Directeurs Régionaux des institutions focales de recherche au Sahel afin de promouvoir la collaboration régionale et internationale dans le domaine de la recherche agricole au profit du Sahel. Ces initiatives régionales et internationales de collaboration ont impliqué les organisations telles le CORAF, ROSELT, Inter-CRSP, WOCAT, la CCD et la CDB.

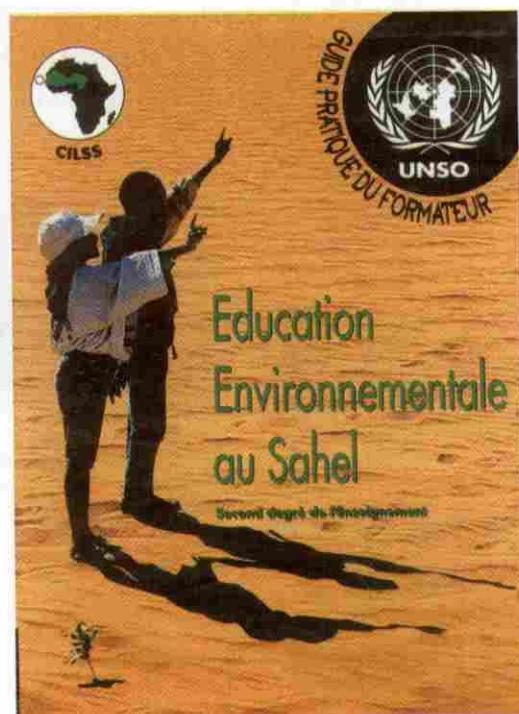
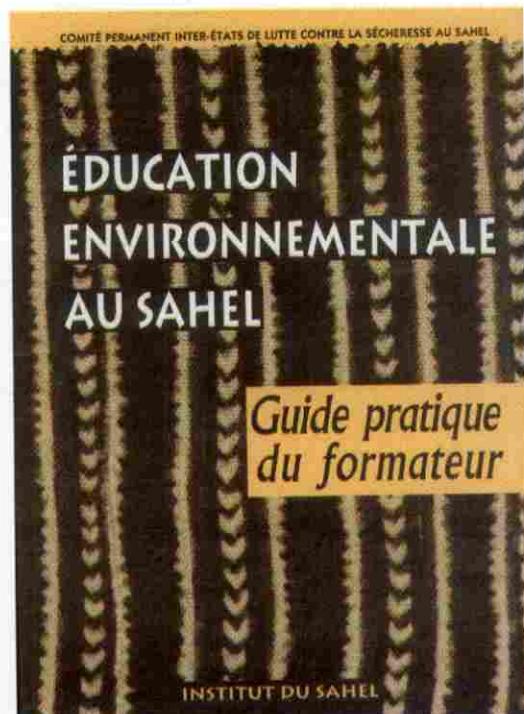
AGROSOC a joué un rôle essentiel dans l'organisation des deux réunions annuelles du Comité Sahélien des Pesticides chargé de coordonner la législation et l'homologation des pesticides pour les pays sahéliens. Lors de ces sessions, le Comité a eu à examiner 250 dossiers de demande d'homologation de pesticides dont 88 ont reçu une autorisation de distribution et d'utilisation provisoire au Sahel.



*Réglementation
harmonisée pour
l'homologation
des pesticides
dans les Etats
Membres du
CILSS*

Les activités du Programme Régional en Education Information sur l'Environnement (PFIE) se sont poursuivies dans le contexte de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar. Un recueil de pratiques et techniques en éducation environnementale a été publié et livré, et un guide pratique du Formateur du Secondaire en Education environnementale a été publié et remis à tous les états membres du CILSS. A la fin du projet PFIE en juin 2001, au total 2.899 écoles avaient été impliquées dans le projet, avec 942 775 élèves et 29 775 maîtres et élèves maîtres formés en éducation environnementale.

*Des publications
du CILSS sur
l'éducation
environnementale*



Programme Majeur Population et Développement

Au Sahel, les systèmes de santé publique se sont améliorés et l'espérance de vie augmente avec un taux de mortalité en baisse, tandis que l'infection au VIH/SIDA reste, comparativement à d'autres régions, peu élevée. Cependant, le taux de fécondité reste encore très élevé entraînant une croissance démographique rapide qui continue d'exercer une pression considérable sur les ressources naturelles fort limitées du Sahel. Les liens entre croissance démographique, sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles et développement durable au Sahel sont peu compris. Il manque également des données fiables sur les contraintes socio-démographiques au développement durable. L'objectif principal du programme majeur Population et Développement (CERPOD) est par conséquent d'étudier les relations entre population et développement, sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles afin de fournir des informations permettant de formuler des stratégies pour lever les contraintes démographiques au développement au Sahel.

Au cours de l'année 2001, le programme majeur population & développement a mis l'accent sur le suivi du Programme d'Action de Ouagadougou concernant la Population et le Développement Durable à travers des activités de recherche et la coordination des réseaux de parlementaires, de journalistes, d'ONG en population et développement.

C'est ainsi que la 2^{ème} rencontre des parlementaires sur la mise en œuvre du Programme d'Action de Ouagadougou sur la Population et le Développement a été organisée, de même qu'un atelier d'évaluation du plan d'action du réseau régional des ONG sahéliennes tenu à Banjul et un atelier national du réseau des journalistes au Burkina Faso pendant la période en revue. Un atelier régional d'évaluation des plans d'action des réseaux des journalistes a été également organisé à Niamey au cours de l'année 2001.

La recherche en population/développement a abouti à la production d'un atlas démo-écologique du Sahel et d'un guide sur le suivi-évaluation des Programmes Nationaux de lutte contre le VIH/SIDA. Un atelier régional sur les méthodologies de recherche en santé de la reproduction a été organisé, de même qu'un autre pour la formation à l'utilisation du système Spectrum, un logiciel de modèles d'aide à la décision dans les domaines de la population, de l'agriculture et de l'emploi. Une série d'ateliers nationaux de validation des profils socio-démographiques et économiques de la Gambie, du Tchad, du Mali, du Sénégal et de la Guinée Bissau ont été organisés.

Grâce à la collaboration et à l'appui technique de l'université de Montréal, une formation des formateurs en suivi et évaluation des projets et programmes de population a été organisée pour renforcer les capacités des sahéliens dans ces domaines.

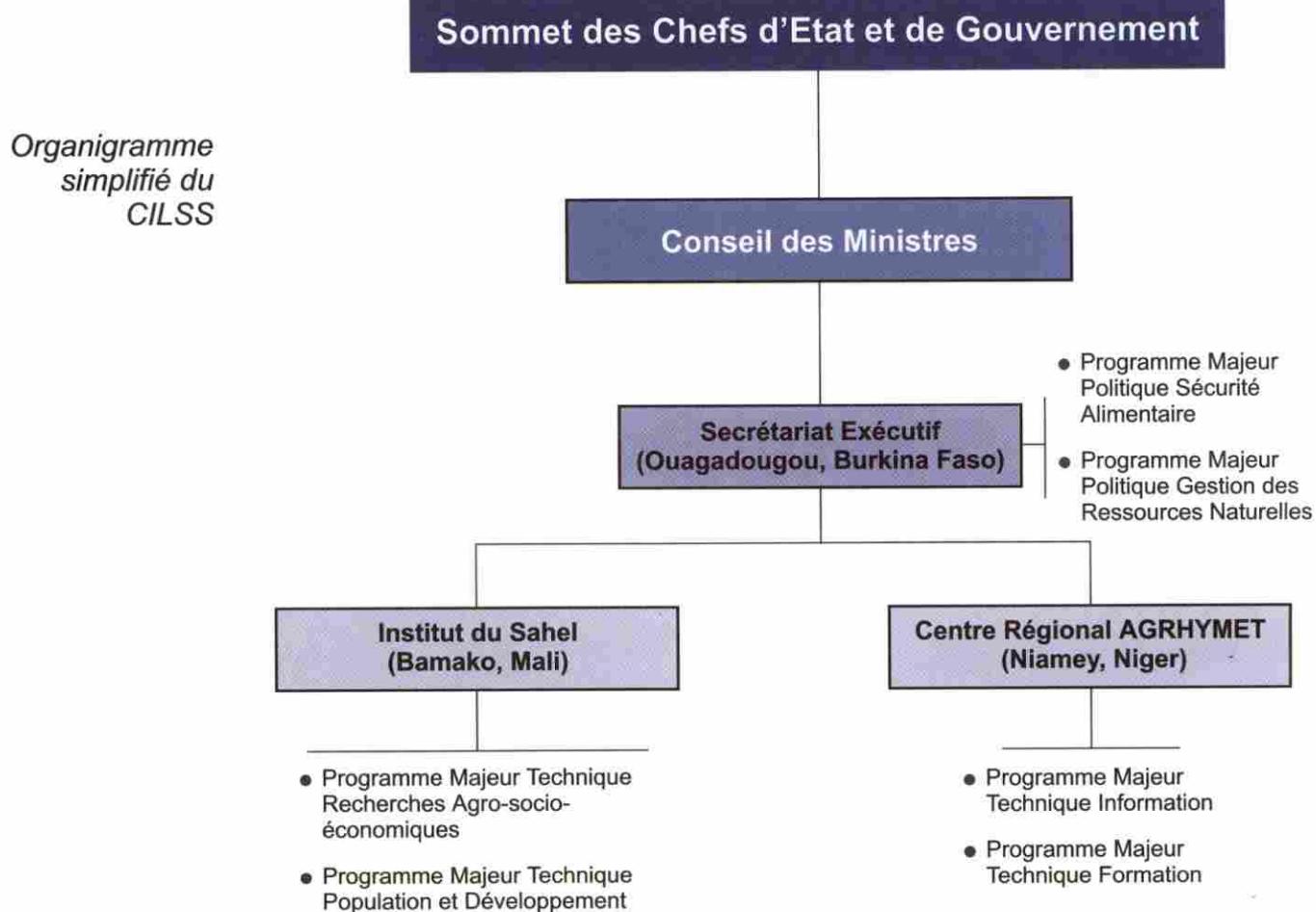
Dans le cadre de la collaboration entre le CERPOD et *l'African Census Analysis Project* (ACAP), trois CD-ROMs ont été produits et concernent l'archivage et l'optimisation des capacités d'analyse des recensements du Mali 1987, Niger 1988 et Tchad 1993.

Le Programme a produit une série de publications visant à promouvoir les informations relatives à la problématique population et développement au Sahel. Au nombre des autres publications on peut mentionner deux numéros de PopSahel, des rapports de recherche sur Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, et l'Observatoire de la population à Kolodieba, des brochures sur la solarisation des enfants, l'impact du planning familial sur la vie des femmes à Bamako (Mali) et le Guide d'Auto-évaluation de Service de Santé. Le numéro 18 de RESINDEX, index semestriel de bibliographie de la recherche a été également publié.

Administration

Pilotage et coordination des activités du CILSS





Administration

Pilotage et coordination des activités du CILSS

La gestion du CILSS repose, au plan politique au plus haut niveau, sur deux organes qui fixent les orientations et prennent les décisions conformément aux souhaits des états membres. Ces instances sont : le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et le Conseil des Ministres. Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'instance supérieure de gestion. Il définit la politique générale de l'institution et fixe les orientations pour les programmes majeurs du CILSS. Le Conseil des Ministres est chargé de la supervision générale de la mise en œuvre des activités approuvées des programmes de manière à s'assurer que les objectifs définis sont atteints.

La gestion et la coordination quotidiennes des activités du CILSS incombent au Secrétaire Exécutif basé au siège du CILSS, au Noyau Central, à Ouagadougou (Burkina Faso) et aux Directeurs Généraux des institutions spécialisées, à savoir, le Centre Régional AGRHYMET à Niamey, au Niger et l'Institut du Sahel à Bamako (Mali). Les activités dont ils assurent la coordination couvrent les activités des six programmes majeurs politiques et techniques, l'organisation des réunions statutaires que sont le Conseil des Ministres et le Sommet des Chefs d'Etat, et l'organisation, à intervalles réguliers, des Conseils de Direction.

- Sur le plan opérationnel, les programmes techniques du CILSS sont suivis par les conseils et comités ci-après :
 - le Comité Régional de Programmation et de Suivi (CRPS) – qui joue un rôle consultatif pour le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et le Conseil des Ministres ;
 - le Conseil de Direction – pour les concertations et la coordination internes des activités des programmes ;
 - les comités scientifiques et techniques, basés à l'INSAH et au Centre Régional AGRHYMET, pour la coordination et le suivi des activités des programmes majeurs mis en œuvre dans ces institutions spécialisées ;
 - les Comités Techniques et de Gestion (CTG) – qui examinent et définissent le projet de plan triennal et les programmes d'activités des programmes, les budgets annuels et les protocoles de suivi et évaluation.

Des Comités Techniques et de Gestion distincts sont mis en place pour chacun des programmes majeurs. La composition de ces CTG est la suivante :

Programmes Majeurs Politiques

- Représentants des Etats Membres
- Représentants des partenaires
- Secrétaire Exécutif
- Contrôleur Interne
- Directeurs Généraux des Institutions spécialisées
- Coordonnateur Général des Programmes Majeurs Politiques
- Personnes ressources techniques

Programmes Majeurs Techniques (Sécurité Alimentaire, Gestion des Ressources Naturelles, Information, Formation, Agro-socio-économie, Population & Développement

- Représentants des pays
- Représentants des partenaires
- Secrétaire Exécutif
- Contrôleur Interne
- Directeur Général de l’Institution spécialisée concernée
- Coordonnateur des programmes majeurs politiques
- Personnes ressources techniques

Il existe dans chacun des pays membres du CILSS, un Comité National CILSS, appelé CONACILSS, mis en place pour coordonner l’ensemble des points focaux et partenaires des départements techniques du CILSS. Le CONACILSS est dirigé par un secrétaire permanent qui est chargé de la coordination des activités du CILSS au niveau national et qui joue le rôle d’interface entre le niveau national et régional.

Les programmes opérationnels du CILSS sont élaborés et mis en œuvre selon un système de planification triennale qui repose sur un schéma directeur decennal. Le principal objectif du plan triennal 1999-2001 est de *contribuer à créer des conditions d'un développement durable au Sahel par la suppression des contraintes à l'intégration régionale de la sécurité alimentaire et la gestion rationnelle des ressources naturelles.*

Les réunions statutaires suivantes ont été organisées pendant la période couverte par le présent rapport : un sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement a été organisé à Bamako (Mali) en novembre 2000 ; quatre conseils de ministres et cinq Conseils de Direction. Par ailleurs, des rencontres hebdomadaires du cabinet (regroupant les conseillers du Secrétaire Exécutif) ont été tenues. Le but de ces réunions de cabinet est de faciliter la gestion de l'organisation à travers une circulation efficace de l'information et un suivi régulier de la performance des programmes au sein de l'organisation.

M. Musa S. Mbenga de la Gambie a été nommé nouveau secrétaire Exécutif par la 35^e session ordinaire du Conseil des Ministres tenue à Bamako, au Mali en novembre 2000, en remplacement de Mme Cissé Mariam K. Sidibé qui avait bouclé son second mandat de Secrétaire Exécutif du CILSS. M. Ndiaye Soce a été également nommé Contrôleur Interne à la même occasion. Au cours du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à Bamako (Mali) en novembre 2000, le cadre stratégique de sécurité alimentaire a été adopté pour opérationnalisation afin de s'attaquer à la problématique de la lutte contre la pauvreté et la gestion efficace et à long terme des crises alimentaires au Sahel.

Le Secrétaire Exécutif a entrepris une série de tournées, contacts et consultations avec les collaborateurs et partenaires nationaux et internationaux, les leaders politiques et les bailleurs de fonds afin de renforcer les relations et susciter un intérêt plus accru aux programmes du CILSS. Les agences visitées comprennent entre autres, la FAO, le FIDA, le fonds de la CEDEAO, la Banque Africaine de Développement et le Secrétariat Exécutif de la CCD.

A travers des ateliers nationaux et régionaux de concertation, la Vision et les Priorités de Sahel 21 ont été diffusées à travers les états membres du CILSS. Ces consultations ont été menées de manière participative afin de prendre en compte les

préoccupations de toutes les couches sahéliennes dont les paysans, les femmes, les jeunes, les opérateurs économiques et la société civile, et les partenaires au développement. La Vision et les Priorités de Sahel 21 ont également été présentées à plusieurs organisations et agences internationales y compris la BAD, la BOAD, la FAO et le « *African Futures Program* » du PNUD, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

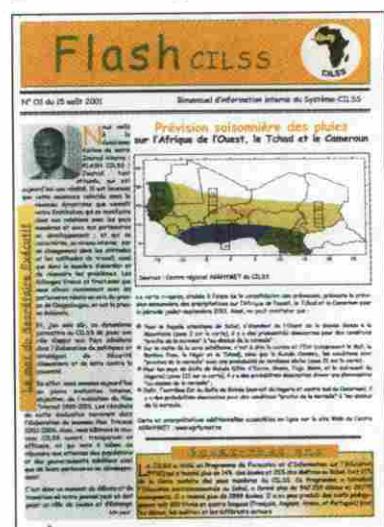
Les efforts déployés dans le sens de l'opérationnalisation des priorités de Sahel 21 comprenaient la formulation de programmes d'intervention prioritaire nationaux dans huit pays membres du CILSS et l'élaboration d'un projet de Cadre Stratégique Régional de Sécurité Alimentaire Durable au Sahel qui a été adopté par le 13^e sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

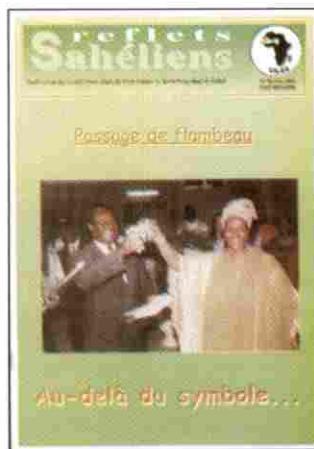
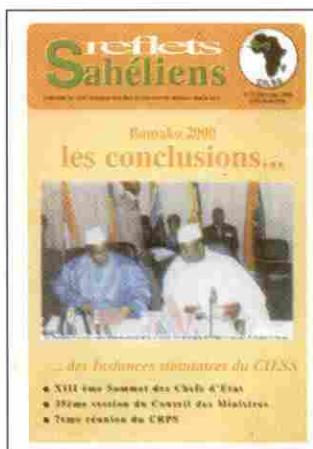
Des efforts considérables ont également été déployés pour améliorer la communication au sein du CILSS et de la communauté internationale à travers la mise en place d'une Cellule d'Information et de Communication du CILSS, pour promouvoir de meilleures et permanentes relations entre les donateurs et partenaires au développement du CILSS et les états membres et faciliter la gestion de l'information à l'intérieur du CILSS.

La CICC a assuré une large couverture médiatique des instances statutaires, harmonisé le système de communication au sein de l'organisation remodelé la page d'accueil du site web du CILSS, et produit une série de publications promotionnelles tels le *Flash-CILSS* et *Reflets Sahéliens*.

Des séances d'informations avec la presse ont été organisées de même qu'une exposition et une cérémonie de remise de prix spéciaux CILSS pour des réalisations dans le domaine de la population-développement au cours du FESPACO 2001.

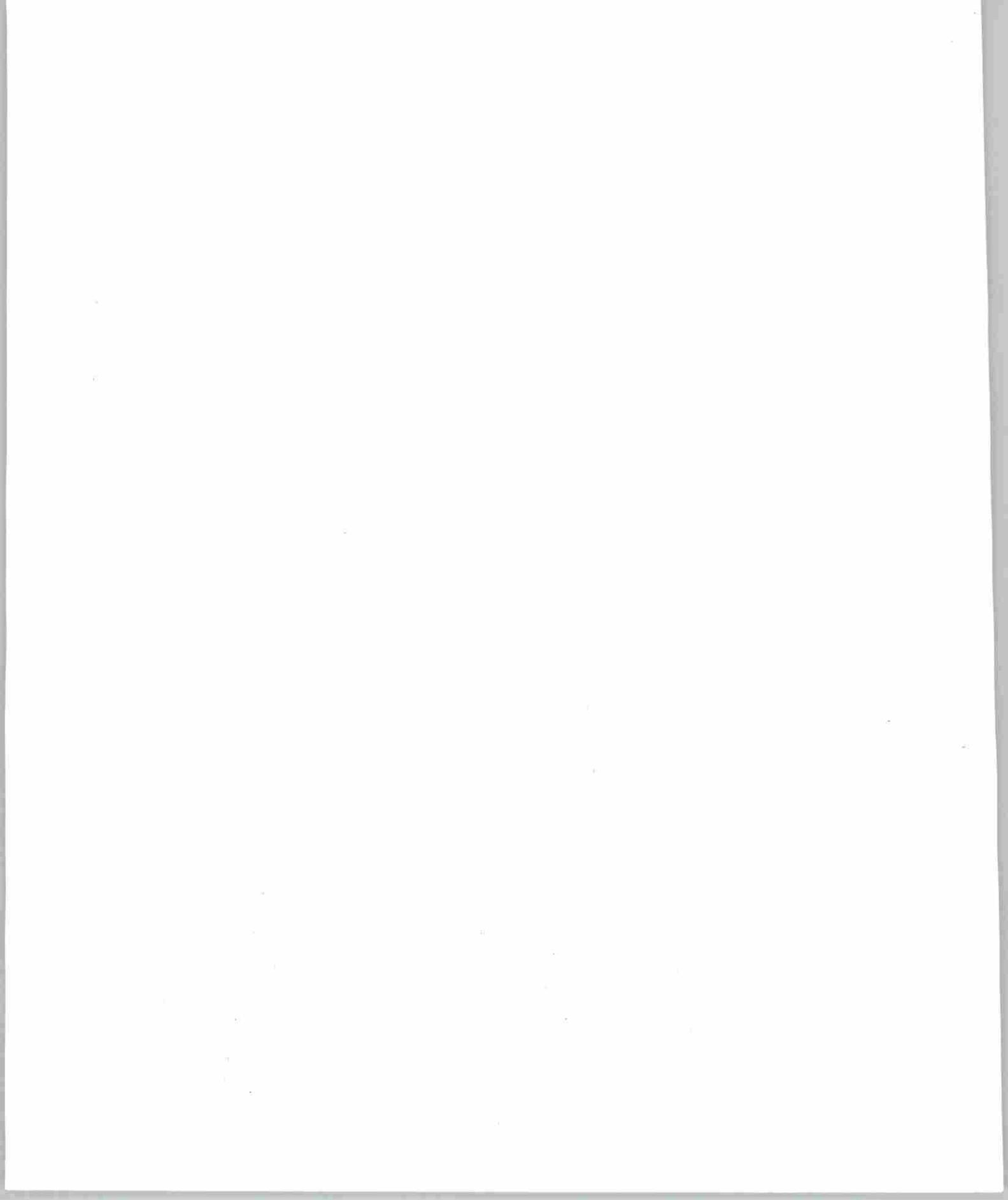
Enfin, des systèmes de planification, suivi et évaluation des activités du CILSS ont été mis en place pour assurer une programmation, un suivi et une évaluation efficaces de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets. Avec l'aide de la GTZ et de l'USAID, des consultations et des études ont





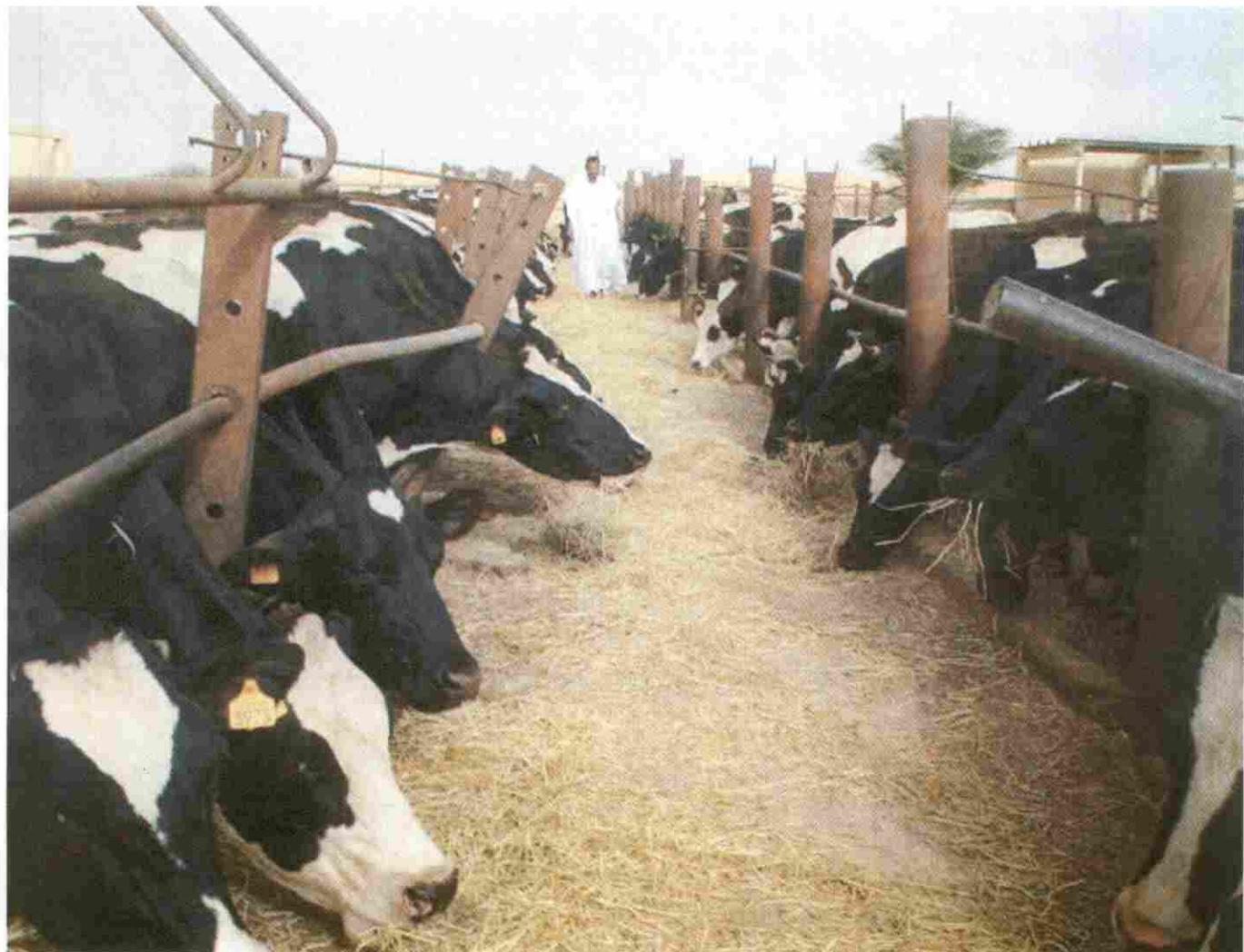
été conduites qui ont abouti au choix d'un mécanisme de suivi et évaluation pour le CILSS.

Un projet de plan triennal 2000-2004 a été élaboré en même temps que la reformulation du cadre logique. Ce plan a pris en compte le Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire, le PASR et le Programme d'Action de la Déclaration de Ouagadougou concernant la population et le développement.



Rapport financier

Janvier-Décembre 2000
Janvier-Décembre 2001



Les bailleurs de fonds du CILSS sont :

Gouvernements des Etats membres
du CILSS

USAID

France

Union européenne

Pays-Bas

Italie

BADEA

Danemark

Canada

Belgique

FAO

ACDI

GTZ/Allemagne

Michigan State University

Inter-CRSP (USAID)

SUISSE

CFC

FNUAP

PNUD/UNSO

UNCCD

Université de Montréal

Rapport financier

Janvier-décembre 2000
et
Janvier-décembre 2001

Introduction

Les ressources financières nécessaires au fonctionnement et aux activités des programmes du CILSS sont fournies par les gouvernements des neuf états membres et une grande diversité de donateurs et partenaires au développement internationaux. Les budgets annuels préparés par la direction du CILSS sont soumis au Conseil des Ministres qui examine et approuve un budget annuel en décembre pour les opérations de l'année suivante. L'exercice du CILSS court du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Sur la base des recettes attendues de l'ensemble des sources de financement, les dotations budgétaires sont allouées à chacun des domaines de fonctionnement du CILSS, tandis que les dépenses sont effectuées conformément aux recettes effectivement versées par les états membres et aux contributions des donateurs. Les comptes sont audités chaque année et des rapports financiers sont élaborés à la fin de chaque exercice. Le présent rapport présente l'état financier de l'institution pour les années 2000 et 2001 (tableaux 4-7).

L'ensemble des annonces de fonds des états membres et des donateurs pour les opérations du CILSS s'élevaient à 9.865.898.684 F CFA en 2000 et à 8.103.322.786 F CFA pour l'exercice 2001.

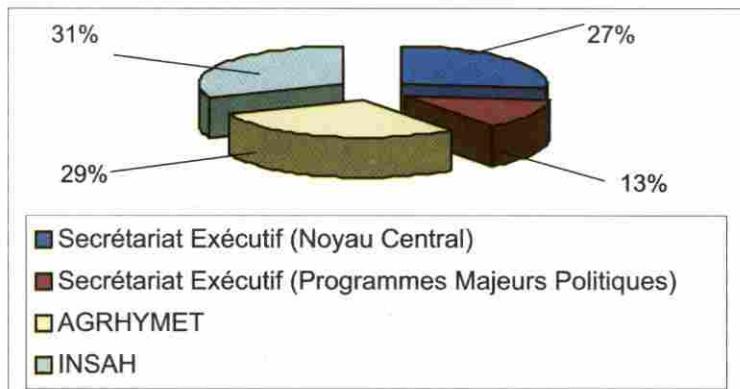
Exercice 2000

Tableau 4. Allocation des contributions des états membres et donateurs internationaux au CILSS en 2000.

Source de financement	Montant (F CFA)
Etats membres du CILSS	419.328.768
Ressources propres	199.500.760
Sous-total	618.829.528
Donateurs	
USAID	2.456.323.087
France	1.065.632.000
Union Européenne	1.145.331.452
Pays-Bas	386.938.571
Italie	703.693.041
BADEA	126.000.000
Danemark	507.190.894
Belgique	64.913.447
ACDI	440.046.807
GTZ	165.000.000
MSU	13.200.000
Inter-CRSP (USAID)	35.077.000
SUISSE	222.400.000
FAO	189.567.669
Autres	1.725.747.188
Sous-total	9.247.069.156
Total général	9.865.898.684

Tableau 5. Etat des recettes et dépenses, exercice 2000 (chiffres en F CFA).

Poste	2000	Remarques
Recettes		
Approuvées par le Conseil Ministres	9.865.898.684	Etats + contributions des donateurs
Dotation	8.317.688.433	84 % budget approuvé par Conseil
Fonds effectivement reçus	6.521.742.821	74 % dotation, 65 % budget approuvé par Conseil
Dépenses		
1. Secrétariat Exécutif (Noyau Central)	1.698.024.878	95 % fonds effectivement reçus
2. Secrétariat Exécutif (Programmes Majeurs Politiques)	779.603.379	
3. AGRHYMET	1.815.332.665	
4. INSAH	1.934.724.301	
Total dépenses	6.227.685.223	



Structures des dépenses du CILSS en 2000

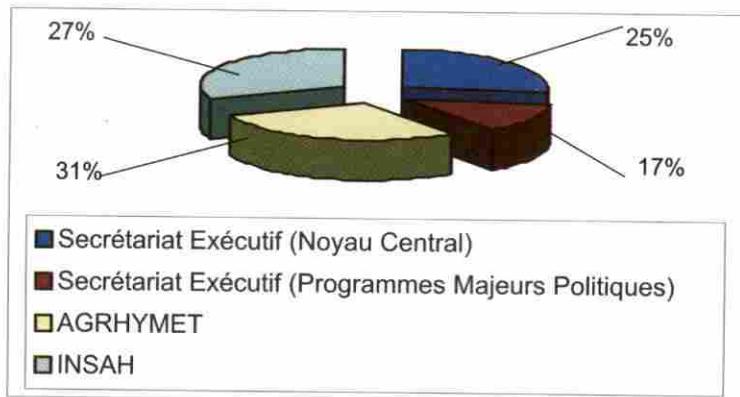
Exercice 2001

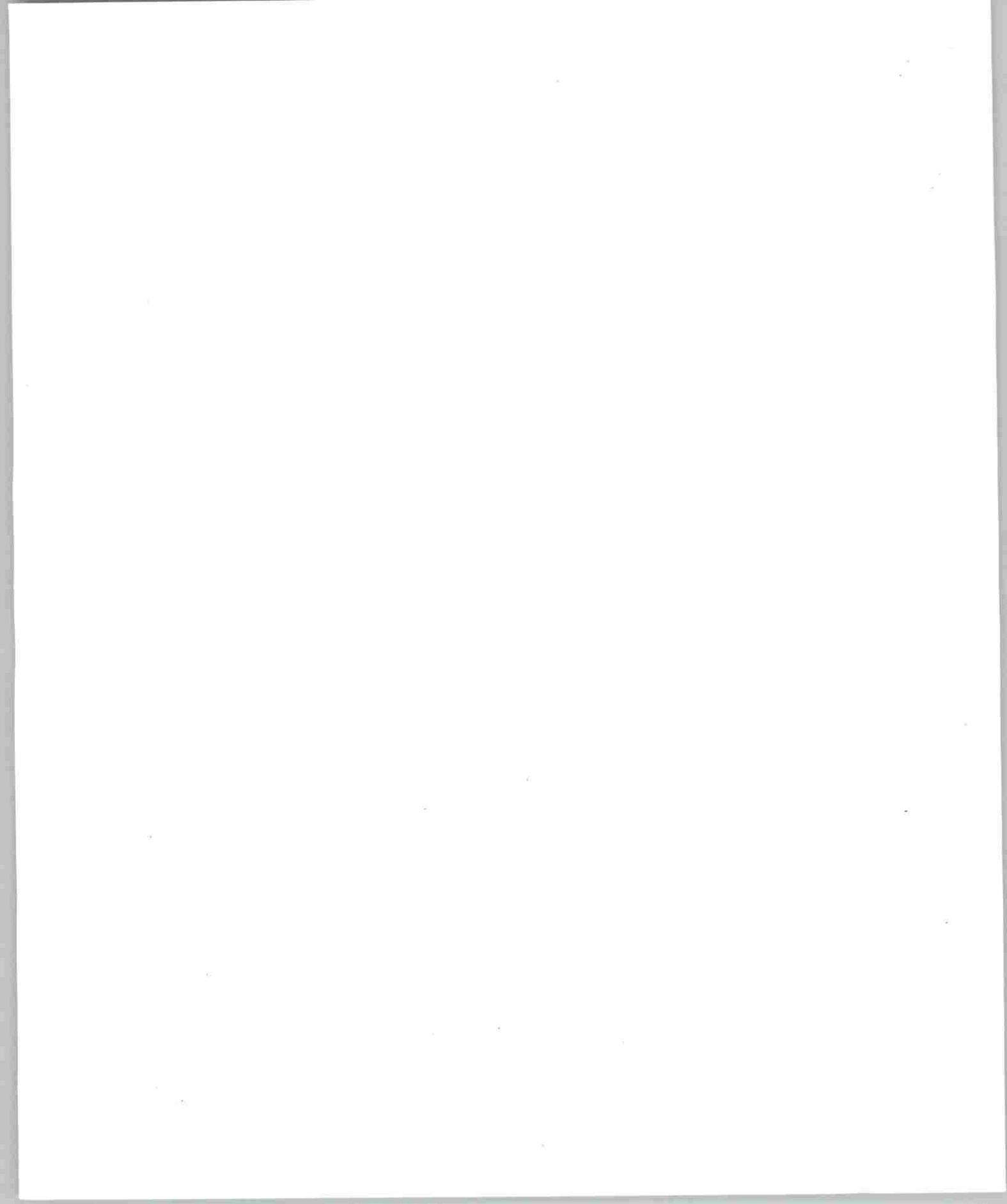
Tableau 6. Dotation des contributions reçues des états membres et des donateurs internationaux au CILSS en 2001.

Source de financement	Montant (F CFA)
Etats membres du CILSS	318.490.010
Ressources propres	50.244.000
Sous-total	318.744.010
Donateurs	
USAID	2.564.568.073
France	738.573.185
Union Européenne	1.292.433.285
Canada	344.290.103
Pays-Bas	406.807.337
Italie	780.513.300
Danemark	670.313.745
Belgique	19.310.692
ACDI	344.180.927
Allemagne	230.000.000
MSU	13.200.000
Inter-CRSP (USAID)	40.944.200
SUISSE	1.830.000
FNUAP	82.244.000
ROSELT (FFM et GTZ)	15.870.000
SARA (USAID)	62.660.000
ACAP	15.000.000
MEASURE PROJECT (USAID)	24. 978.084
Autres	444.272.772
Sous-total	7.734.588.776
Total général	8.103.322.786

Tableau 7. Etat des recettes et dépenses, exercice 2001 (chiffres en F CFA).

Poste	2001	Remarques
Recettes		
Approuvées par le Conseil des Ministres	8.103.322.786	Etats + contributions donneurs
Dotation	9.674.033.485	
Fonds effectivement reçus	8.610.330.880	89 % dotation
Dépenses		
		71 % fonds effectivement reçus
Janvier à décembre 2001		
1. Secrétariat Exécutif (Noyau Central)	1.525.094.951	
2. Secrétariat Exécutif (Programmes Majeurs Politiques)	1.062.708.224	
3. AGRHYMET	1.859.501.882	
4. INSAH	1.676.626.969	
Total dépenses	6.123.932.026	

*Structures des dépenses du CILSS en 2001*



Principaux cadres du CILSS 2000-2001

Secrétariat Exécutif, Noyau Central, Ouagadougou, Burkina Faso

Cissé Mariam K. Sidibé	Secrétaire Exécutif (2000)
Musa S. Mbenga	Secrétaire Exécutif (2001)
Théophile Konseiga	Responsable Administratif et Financier
Blamsia Braoussala	Conseiller Technique en Planification
Yamar Mbodj	Conseiller Technique en Sécurité Alimentaire
Medellah Ould Bellal	Conseiller Technique en Communication
Idé Bana	Conseiller Technique en Gestion des Ressources Naturelles et Coordonnateur Général des Programmes Majeurs Politiques
Elie Paré	Responsable du Centre de Gestion
Yakouba Konaté	Spécialiste en Communications
Danso Abdoulie	Spécialiste en Gestion des Ressources Naturelles
François Tapsoba	Responsable du Programme Majeur Gestion des Ressources Naturelles
Dramane Coulibaly	Responsable du Programme Majeur Sécurité Alimentaire
Compaoré Marie Bibiane	Documentaliste
Bertrand Zida	Chef, UASP
Mahamat Touré	Chef, unité UDL
Mme Touré Yacine	Expert en Genre
Maman Farouk	Expert en Communication
Oumar Kamara	Chef, unité PRORES
Mamadou Diouf	Chef, PROCELOS
Moctar Konaté	Chef, PREGEC
Rasmané Ouédraogo	Expert, FERAP
Hermann Grell	Conseiller Technique/GTZ
Thierry Thuriet	Conseiller Technique/MIFRAC

Centre Régional AGRHYMET, Niamey, Niger

Adama Alhassane Diallo	Directeur Général
Sankung Sagnia	Responsable, Programme Majeur Formation et Renforcement des Capacités
Mamadou Diouf	Responsable, Programme Majeur Information (jusqu'en mai 2000)
Brahima Sidibé	Responsable par intérim, Programme Majeur Information (à partir de mai 2000)
Moumine Zirkaleini	Responsable du Centre de Gestion
Sékou Hebie	Chef, Unité DIAPER
Moulaye Oumarou	Informaticien en chef
Issoufou Alfari	Chef, Unité Gestion des Ressources Naturelles
Job Andigue	Expert en SIG
Adoum Alkalil	Représentant de USGS-EDC/FEWS-NET
Amadou Boucar Bal	Enseignant
Bakary Djaby	Agro-pastoraliste

Hamidou Djibo	Enseignant en vulgarisation
Abdoukarim Dankoulou	Chef, Unité Communication et Relations Publiques
Boua Diarra	Chef, Unité Protection des Végétaux
Faustin Gnoumou	Responsable, Cellule de Coordination Formation Continue
Badara Ali Kaba	Informaticien
Moussa Labo	Expert en agro-météorologie
Latévi A. Lawson-Body	Enseignant
Ibrahim Laouali	Analyste
Ndiaye Mbaye	Enseignant en pathologie végétale
Madiyara Nguetoro	Enseignant en hydrologie
André Nonguierma	Expert en SIG
Albade Nouhou	Enseignant en météorologie
Abdallah Samba	Expert en Agro-météorologie
Etienne Sarr	Chef, Unité Formation de base
Boubacar Siby	Chef, Unité SRGBD
Bonaventure Somé	Climatologue
Abou Samba Sow	Responsable IMI/Ingénieur
Issoufou Tiemoko	Chef, Unité Documentation et Imprimerie
Seydou Traoré	Expert en Agro-météorologie
Patrick Bisson	Conseiller Technique/MIFRAC

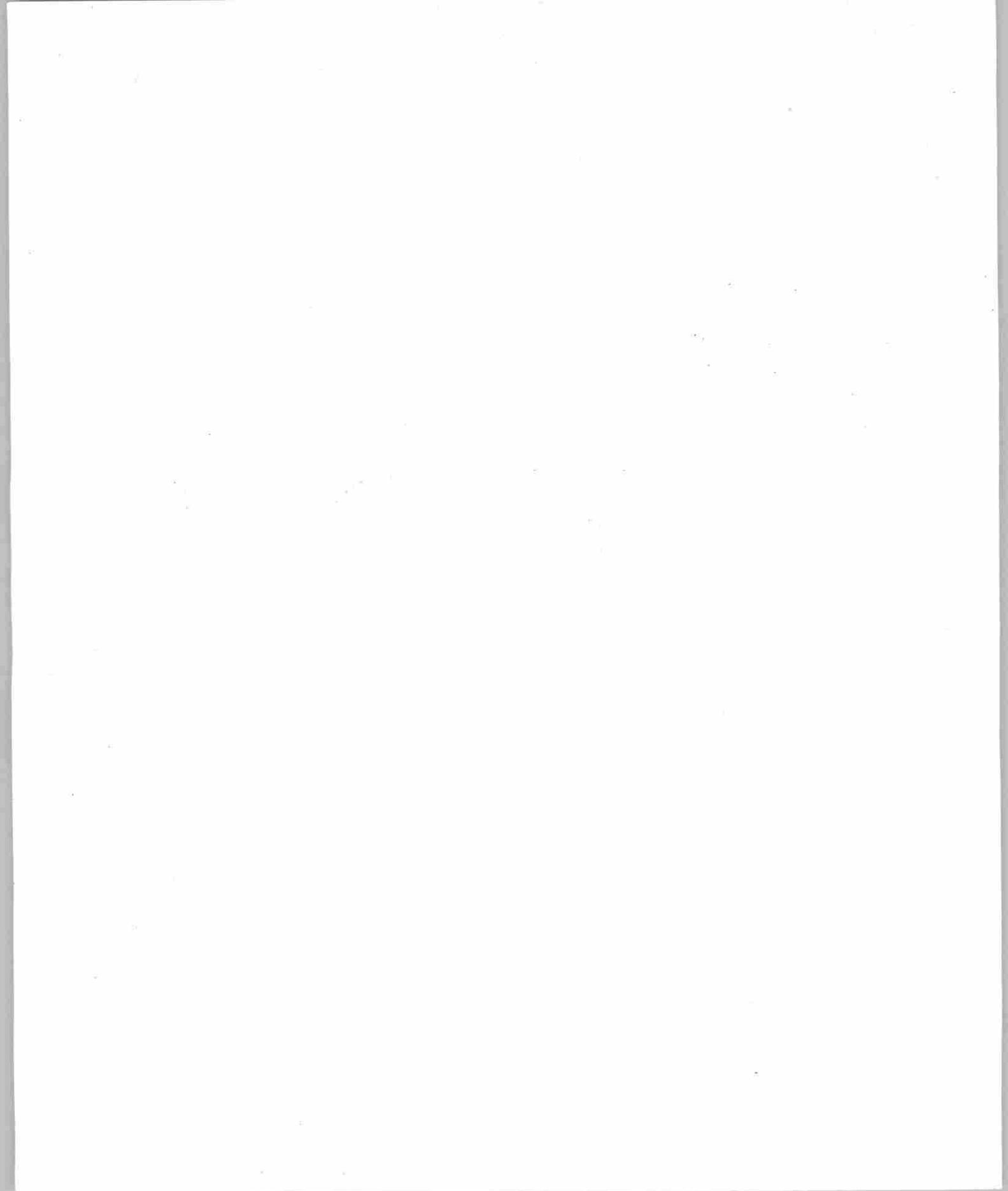
Institut du Sahel (INSAH) Bamako, Mali

Idrissa O. Alfarouk	Directeur Général
Gaoussou Traoré	Responsable, Programme Majeur AGROSOC
Baba Traoré	Responsable, Programme Majeur Population&Développement (CERPOD)
Fassery Doumbia	Responsable du Centre de Gestion
Moussa Bathily Ba	Responsable, PFIE (Education environnementale)
Laomaïho Neteyo	Agronome
Mouhmadou Guèye	Expert en population
Keffing Dabo	Expert en population
Bakary Kanté	Chercheur associé
Hamdou Raby Wane	Economiste
Samba Ly	Agronome
Sadio Traoré	Expert en Population
Mariam Sow	Agro-sociologue
Yade Mbaye	Agro-économiste
Mamadou K. Konaté	Sociologue
Dala René	Epidémiologiste
Issaka Hamidou Maga	Démographe
Fatouma Sissoko	Démographe
Fatima Diarra	Expert en information
Khassoum Dieye	Ecogiste
Amadou Diarra	Phyto-pathologiste
Cheik Amala Sylla	Expert en communication
Catherine Sim	Economiste/MIFRAC

Sigles et abréviations

ACAP	African Census Analysis Project
CRA	Centre Régional AGRHYMET
AGRHYMET	Centre Régional de Formation et d'Application en Agro-météorologie et Hydrologie Opérationnelle, Niamey, Niger
AGROSOC	Programme Majeur, Recherches Agro-Socio-Economiques
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Africaine pour le Développement de l'Afrique
CBD	Convention sur la Biodiversité
CCD	Convention sur la Lutte contre la Désertification
CERPOD	Centre d'Etudes et de Recherches sur la Population et le Développement
CFC	Fonds Commun pour les Produits de Base
CICC	Cellule d'Information et de Communication du CILSS
ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
CILSS	Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CONACILSS	Comité National CILSS
CORAF	Conférence des Responsables de la Recherche Agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre
CRS	Comité Régional de Suivi
CSP	Comité Sahélien des Pesticides
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FED	Fonds Européen de Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FEWS-NET	Réseau de Systèmes d'Alerte Précoce sur la Famine
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
GEF/FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
SIG	Système d'Information Géographique
SED	Stratégie d'Energie Domestique

FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
OIG	Organisation Inter-gouvernementale
INSAH	Institut du Sahel, Bamako, Mali
PMI	Programme Majeur Information
ONG	Organisation Non-gouvernementale
PREDAS	Programme Régional de Promotion des Energies Domestiques et Alternatives au Sahel
PROCELOS	Projet de Promotion des Céréales Locales
PRRD	Plan de Restructuration et de Relance Durable du CILSS
RESADOC	Réseau Sahélien d'Information Scientifique et Technique et de Documentation
ROSELT	Réseau d'Observatoires de Surveillance Ecologique à Long Terme
CRPS	Comité Régional de Programmation et de Suivi
PRS	Programme Régional Solaire
PASR-LCD	Programme d'Action Sous-Régional/Lutte contre la Désertification
TMG	The Mitchell Group Inc.
USAID	Agence des Etats Unis d'Amérique pour le Développement International
PNUD/UNSO	Programme des Nations Unies pour le Développement/Bureau des Nations Unies pour la Zone Soudano-Sahélienne
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PAM	Programme Alimentaire Mondial



Le CILSS : la coopération régionale au service du développement durable au Sahel

Le Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a été créé en 1973 et est composé de neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Le pilotage du CILSS est assuré, au plan politique et au plus haut niveau, par deux organes que sont : le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et le Conseil des Ministres qui donnent les orientations politiques et prennent les décisions conformément aux souhaits des états membres. Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement définit la politique générale et donne les orientations des Programmes Majeurs du CILSS. Le Conseil des Ministres est chargé de la supervision de la mise en œuvre des activités des programmes approuvées de manière à permettre la réalisation des objectifs du CILSS.

Les activités du CILSS sont précisées dans le mandat défini par les Chefs d'Etat et de Gouvernement qui ont demandé à l'institution de s'investir dans la lutte contre les effets de la sécheresse et la désertification et assurer la sécurité alimentaire au Sahel. Les activités se composent de deux Programmes Majeurs Politiques sur la Sécurité Alimentaire et la Gestion rationnelle des Ressources Naturelles, et de quatre Programmes Majeurs Techniques, à savoir, les Recherches Agro-socio-économiques, la Formation et le Renforcement des Capacités, l'Information et la Population & Développement.

La structure organisationnelle du CILSS comprend un Secrétariat Exécutif et deux institutions spécialisées. Le Secrétariat Exécutif est basé à Ouagadougou, au Burkina Faso, et abrite l'administration centrale et les services financiers ainsi que les Programmes Majeurs Politiques de Sécurité Alimentaire et Gestion des Ressources Naturelles. Les deux institutions spécialisées sont AGRYMET, le Centre Régional de Formation et d'Application en Agro-météorologie et Hydrologie Opérationnelle à Niamey (Niger) et l'Institut du Sahel (INSAH), basé à Bamako (Mali). L'INSAH s'occupe des Recherches Agro-socio-économiques et des Recherches en Population & Développement.

Un réseau actif de points focaux et de correspondants nationaux, appelé CONACILSS, coordonne le travail du CILSS avec plusieurs partenaires au développement, les communautés rurales et la société civile.

Consultant : Anthony Youdeowei
Impression : Combert Impressions, Accra, Ghana.
Photographies : Tel. 233 21 240557
CILSS